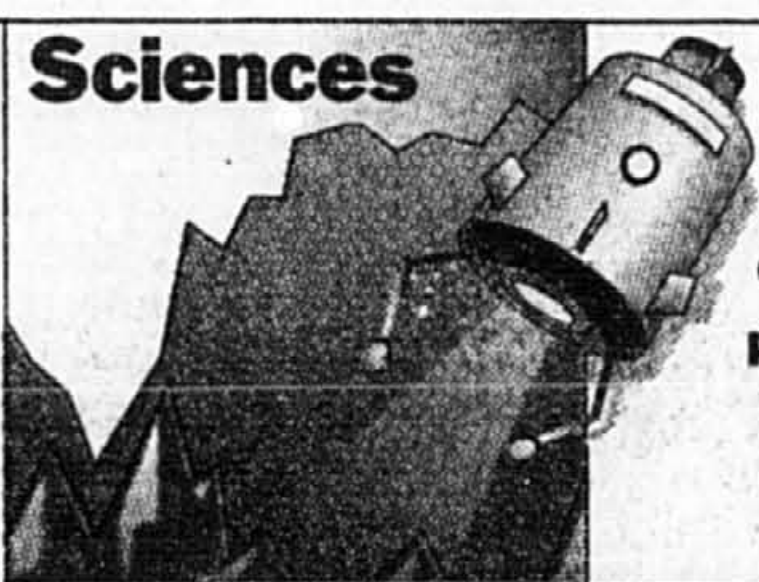




Stéphane Laporte
Air Titanic
page A5



La Personnalité de la semaine
Pierre de Montigny
page A14



Sciences

L'ultime frontière de la Terre
page B12



Santé

Laisser la vie en héritage page C1

Chrétien se rendra à Cuba

«C'est une visite de travail que je prépare depuis longtemps», soutient le premier ministre

VINCENT MARISSAL
envoyé spécial, SANTIAGO

Pied de nez du Canada à son puissant voisin américain ou signe tangible d'un adoucissement de la communauté internationale envers le régime cubain, le premier ministre Jean Chrétien a confirmé hier qu'il se rendra en visite officielle à Cuba à l'invitation de Fidel Castro. Aucun chef de gouvernement canadien n'a visité la Grande Île depuis Pierre Trudeau en 1976.

M. Chrétien a refusé de révéler la date de sa visite, vraisemblablement pour ne pas monopoliser l'attention en plein Sommet des Amériques, ce qui aurait pu être mal reçu par les États-Unis. Une fuite en provenance de la Maison-Blanche et reprise par CNN affirme toutefois que la courte visite de 30 heures aura lieu lundi et mardi prochains, les 27 et 28 avril.

Au cours d'un bref point de presse qui a porté exclusivement

sur cette visite, le premier ministre a affirmé que sa décision est prise depuis longtemps, soit peu après qu'il a été invité par Fidel Castro lors d'une rencontre aux Nations unies en octobre 1995.

L'annonce de cette visite est tombée le jour même où M. Chrétien rencontrait les chefs d'État et de gouvernement des 33 autres pays des Amériques, dont le président américain Bill Clinton qu'il a rencontré en privé après les travaux du deuxième Sommet des Amériques.

Le moment semble mal choisi, mais M. Chrétien affirme que sa décision de se rendre à Cuba n'indispose pas M. Clinton. En fait, a-t-il précisé hier soir, il n'en a même pas été question au cours de leur réunion d'une vingtaine de minutes.

« Nous avons discuté souvent, M. Clinton et moi, de la situation à Cuba, je lui ai parlé récemment de ma visite », a dit M. Chrétien, qui a informé son interlocuteur de son intention il y a dix jours.

Malaise ou non, Jean Chrétien a pris bien soin de choisir les mots pour qualifier sa visite et minimiser son importance symbolique.

« Ce n'est pas une visite historique, c'est une visite de travail que je prépare depuis longtemps, soutient-il. Je suis au gouvernement canadien depuis 1967, je ne suis ja-

Voir **CHRÉTIEN** en A2

■ Autres informations, page A13

Il faut le faire!

Un an sans télé ni vidéo contre 650 \$

MARIE-CLAUDE GIRARD

Demain matin, Antoine et Laurent S.-Christin, 7 et 9 ans, mettront un terme à un an d'abstinence.

En échange de 650 \$ chacun, les deux garçons du quartier Rosemont auront réussi à vivre un an sans télévision, jeu vidéo et cinéma.

À moi les dessins animés, *Georges de la jungle*, le Gameboy avec les copains et tout ce qu'on peut s'acheter avec un tel magot!

L'étrange pari a pris forme quand leur mère, Sylvie Savoie, a lu dans le journal qu'un jeune Ontarien de 10 ans s'était privé de télé pendant un an dans le but d'obtenir 600 \$, somme qui fut en partie utilisée pour acheter un téléviseur.

Antoine a aussitôt demandé à ses parents s'ils accepteraient le même contrat. « Oui, même pour 650 \$! » a répondu son père à la blague. Mal lui en a pris. Quelques jours plus tard, le garçon revenait à la charge: « Sûr sûr, les 650 \$? » Et hop, le grand frère Laurent entra dans le coup et doubla la mise.

Le plus étonnant, c'est qu'ils ne savent pas trop ce qu'ils feront avec l'argent. Grand amateur de Playmobil, Antoine compte acheter l'hydravion de ses rêves. « Je vais

Voir **UN AN** en A2



Tenaces, les garçons. Laurent et Antoine S.-Christin ont passé un an sans télé, jeu vidéo ou cinéma. Heureusement, le pari prend fin demain.

PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Turin expose le suaire

KELLY VELASQUEZ
Agence France-Presse, TURIN

Le premier groupe de fidèles, conduit par le cardinal Giovanni Saldarini, archevêque de Turin, dans le nord de l'Italie, a rendu hommage hier au saint suaire qui, selon la tradition catholique, a enveloppé le corps du Christ.

Le suaire, qui est vénéré par les catholiques depuis le 14^{ème} siècle, est exposé sur un cadre d'acier, dans un reliquaire de cristal blindé dans le chœur de la cathédrale de Turin.

Il sera exposé jusqu'au 14 juin et plus de deux millions de fidèles sont attendus. Le pape Jean-Paul II viendra lui-même le 24 mai.

Hier après-midi dans la cathédrale, le cardinal Saldarini a concélébré, avec 65 prélats de la région du Piémont, une messe devant un millier de fidèles dont de nombreux volontaires catholiques, des religieux et des malades.

Durant son homélie, le cardinal a invité les fidèles à vénérer le saint suaire en tant qu'« homme crucifié ». « Nous sommes ici comme des croyants qui vivent la béatitude du « croire sans avoir vu » et, en même temps, nous sommes face à une image qui, pour ce qu'elle est, demande à être regardée et considérée », a déclaré le cardinal.

Voir **TURIN** en A2

L'universitaire millionnaire

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

Le capitalisme américain des années quatre-vingt-dix ne fait pas seulement le bonheur de Wall Street. Il fait aussi des heureux dans le monde universitaire, où même un professeur de littérature afro-américaine peut devenir millionnaire.

C'est comme si les plus grandes universités américaines étaient devenues aussi prodigieuses que les équipes sportives professionnelles. Pour débaucher ou garder un célèbre et influent professeur d'économie, voire un jeune et brillant chercheur en biologie moléculaire, les institutions de prestige, les Harvard, Princeton, Stanford et cie, sont désormais prêtes à payer des sommes records.

Une histoire récente illustre parfaitement la surenchère en question. Elle met en vedette Robert Barro, figure de proue de la faculté de sciences économiques numéro un aux États-Unis, celle de Harvard. Spécialiste de la macro-



La Presse à NEW YORK

économie, Barro est l'une des vedettes du monde universitaire américain. Dans le jargon journalistique, le professeur de 53 ans est un « academostar ». En plus d'enseigner et d'écrire des ouvrages scolaires, il signe régulièrement des chroniques dans le *Business Week* et le *Wall Street Journal*.

L'an dernier, Barro a fait savoir à son entourage qu'il se sentait sous-payé à Harvard. Il n'a pas tardé à recevoir des offres de Boston University et de Columbia University, à New York. Harvard a bien tenté de retenir son gros frappeur, mais celui-ci a décidé d'accepter la proposition de Columbia, qui incluait, tenez-vous bien: un salaire annuel de 300 000 \$; un emploi de 55 000 \$ pour son épouse; un grand appartement rénové et subventionné; une place pour

fiston dans la plus prestigieuse école privée de New York.

Jamais professeur d'économie n'avait joui d'un salaire et d'un traitement aussi généreux.

« Bob Barro ne mérite pas un salaire annuel de 300 000 \$ », a écrit Paul Krugman, professeur d'économie à M.I.T., dans sa chronique régulière publiée dans le magazine électronique *Slate*. Lui-même « academostar », Krugman a ajouté: « Mais tout compte fait, qui mérite une telle somme? »

Les détails de l'offre de Columbia à Barro ont été révélés par le *New York Times*, le 8 avril dernier. Une semaine plus tard, sans donner d'explication, le professeur d'économie faisait volte-face et annonçait sa décision de rester à Harvard.

Ce retournement était encore plus étonnant que l'offre de Columbia. Aux États-Unis, les vedettes universitaires ne semblent plus connaître le sens du mot loyauté. Elles sont comme les agents libres du monde sportif. Elles font jouer en leur faveur les forces du marché.

Voir **L'UNIVERSITAIRE** en A2

Une série Canadien-Penguins

Le Canadien affrontera les Penguins de Pittsburgh lors du premier tour éliminatoire. En faisant match nul 3-3 face aux Sabres de Buffalo, hier soir, au Centre Molson, le Tricolore termine au septième rang et sera opposé aux Penguins en séries pour la première fois de son histoire. Le premier match aura lieu jeudi au Civic Arena. Cette saison, Pittsburgh a eu le meilleur devant le Tricolore, remportant trois des six matchs. Le deuxième but de Brian Savage, marqué en avantage numérique en troisième, a permis de soutir ce match nul.

Nos informations, cahier Sports

622
JOURS AVANT L'AN 2000

INDEX

Petites annonces
- index C5
- immobilier C5 à C7
- marchandises C7 et C8
- emplois C8
- automobile C8 à C11

- affaires C11
Arts et spectacles B6 à B10
- horaires-spectacles B9
- télé-horaire B8
Bandes dessinées C6

Bridge C10
Décès C11
Êtes-vous observateur? C5
Feuilleton C9
Génies en herbe B11

Horoscope C8
Informatique A6
La Jeune presse C12
La presse d'ailleurs A13
Loteries A2 et A6
Monde A11 à A13

Mots croisés B11
Mot mystère C9
Politique A4
Tabloid Sports
- Réjean Tremblay S5
Têtes d'affiche A10

LIVRES

Histoire de la lecture, histoire d'un lecteur
page B1

MÉTÉO

Ensoleillé
Max. 14, min. 4
Cahier Sports, page 16



6 21924 98765 1

Suites de la une

Turin expose le suaire

TURIN / Suite de la page A1

« Il n'y pas de contradiction en cela », a-t-il affirmé. « Nous sommes même autorisés à utiliser cette image comme une référence au mystère de Jésus, une référence dont nous avons besoin », a poursuivi le cardinal. « Le saint suaire est ici devant nous comme un signe, des plus touchants et réalistes, qui nous guide », a-t-il ajouté.

Parmi les premiers visiteurs du saint suaire se trouvaient également les autorités locales civiles et militaires ainsi que des représentants de la famille royale italienne des Savoie, propriétaire de la relique pendant cinq siècles.

« C'est la première fois que je le vois, c'est impressionnant, je suis émue » a déclaré la princesse Gabrielle de Savoie rappelant que son père Umberto II avait donné le linceul au pape en 1983.

Pour cette première visite avant la messe, un silence respectueux a été observé dans la cathédrale, maintenue dans une quasi-obscure afin que la lumière n'allègue pas les traces laissées sur l'étoffe, empreintes d'un homme crucifié aux mains et aux pieds avec des clous, et qui présentait des plaies sanglantes à la tête.

Pour arriver au linceul sacré, les pèlerins doivent suivre un parcours d'environ 600 mètres traversant les jardins du Palais royal avant d'être conduits à une salle construite à l'intérieur de la cathédrale où une courte vidéo explique, en cinq langues, les particularités du suaire.

L'entrée des pèlerins dans l'enceinte décorée de tentures violettes, la couleur de la semaine sainte, où paraît le linceul illuminé d'un rayon de lumière, est accompagnée de musique sacrée. Les tentures cachent en partie un mécanisme informatisé imposant qui maintient le suaire dans une atmosphère artificielle constante.

Cinquante gardiens assermentés sont chargés de veiller sur la relique 24 heures sur 24 et un millier de membres de forces de l'ordre ont été mobilisés pour assurer la sécurité de la manifestation.

« L'Église pense que le suaire n'est pas une relique mais une icône qui représente la passion du Christ », avait indiqué hier matin à la presse, le cardinal Saldarini.

Des examens de datation au carbone 14 faits à la demande l'Église sur certains fragments du saint suaire, ont montré qu'ils dataient du Moyen Âge.

« L'Église ne se pose pas le problème de son authenticité, ceci elle le laisse à la science », avait-il souligné.

Le cardinal, désigné par le pape comme gardien du suaire, avait confessé « sa grande peur » pour le linceul lors de l'incendie qui a ravagé le Dôme de Turin il y a un an. Le suaire avait été sauvé par un pompier qui avait brisé à coups de hache le reliquaire pour l'en sortir.

L'Église a voulu donner un caractère solennel à la manifestation en permettant aux prêtres de Turin par décret du diocèse de donner l'absolution pour le péché d'avortement.

Chrétien se rendra à Cuba

CHRÉTIEN / Suite de la page A1

mais allé à Cuba, il est temps que j'y aille. »

Sa visite, affirme-t-il aussi, n'a pas provoqué de réactions négatives de M. Clinton.

« Nous avons des relations normales avec Cuba, reprend M. Chrétien, nous croyons au dialogue constructif avec eux et nous avons beaucoup d'intérêts là-bas. Nous avons fait des progrès avec Cuba sur certains points et je pense que c'est important pour moi d'avoir l'occasion de soulever certaines de ces questions avec Fidel Castro. »

Sandy Berger, conseiller du président Clinton en matière de sécurité nationale, a plutôt mal réagi au projet de M. Chrétien, affirmant qu'il préférerait que le premier ministre du Canada suive la ligne américaine.

« Nous n'avons pas vu beaucoup de preuves que l'engagement constructif avec Cuba se traduit en résultats tangibles en ce qui concerne le respect des droits de la personne et de la démocratie », a indiqué M. Berger en marge du Sommet des Amériques.

En janvier 1997, la visite officielle du ministre des Affaires extérieures, Lloyd Axworthy, avait dérangé les États-Unis, qui avaient indiqué qu'ils « allaient surveiller avec attention » cette rencontre avec Fidel Castro.

Publiquement opposé à l'embargo imposé par les États-Unis contre Cuba depuis 1959, le Canada n'a pas caché non plus son opposition à la loi Helms-Burton, qui punit les entreprises faisant affaire à Cuba. En mars, à New York, M. Chrétien avait une fois de plus critiqué sans détour la « mauvaise » loi Helms-Burton.

« Nous voulons réintégrer Cuba dans toutes les activités de l'hémisphère, mais ils doivent faire des changements en matière de droits

de la personne et de démocratie », disent les conseillers du premier ministre en Affaires internationales.

Jean Chrétien refuse d'énumérer les changements qu'il voudrait voir à Cuba, préférant saluer les récentes ouvertures du régime Castro, notamment en matière de liberté de religion.

L'annonce de Jean Chrétien semble s'inscrire dans un mouvement international en faveur de Cuba, qui se manifeste en particulier par un subtil relâchement de la pression de l'administration Clinton. Washington a récemment assoupli son embargo pour permettre l'exportation de produits pharmaceutiques américains à Cuba, ainsi que de certains produits alimentaires et humanitaires.

Selon les observateurs internationaux et le gouvernement canadien, la visite du pape Jean-Paul II à Cuba a permis plus que toute autre action diplomatique ou n'importe quel geste de représailles d'alléger l'atmosphère.

L'intervention de Jean-Paul II auprès du président Castro a mené à la libération de 12 prisonniers politiques au début d'avril, qui ont transité il y a deux semaines par Toronto.

Quelques jours après la visite papale au pays de Fidel, la secrétaire d'État Madeleine Albright avait d'ailleurs abordé la question cubaine avec Jean-Paul II.

Par ailleurs, les efforts diplomatiques en faveur de Cuba se multiplient au sein des pays des Amériques, en particulier ceux des Antilles, qui veulent l'intégrer dans leur Conférence (Caricom).

D'autres leaders latino-américains, notamment l'Argentin Carlos Menem, ont aussi affirmé qu'il est temps d'accueillir Cuba au sein de la grande famille américaine. Cette question n'a pas été soulevée hier au Sommet, affirme Jean Chrétien.



Le président Bill Clinton a fait quelques pas avec Jean Chrétien hier après la photo de groupe des dirigeants qui participent au deuxième Sommet des Amériques, à Santiago au Chili. Hier matin, le premier ministre canadien a annoncé à son interlocuteur américain son intention de se rendre à Cuba pour rencontrer Fidel Castro.

Un an sans télé ni vidéo contre 650\$

UN AN / Suite de la page A1

mettre le reste à la banque », dit-il. Laurent est encore plus évasif. « Peut-être des livres. » Leurs motivations restent nébuleuses. L'appât du gain? Le défi?

« C'est un temps de qualité qu'on a récupéré. Cela a vraiment changé la dynamique familiale », dit Mme Savoie. Davantage de temps à jouer en famille, de jeux de société, de lecture. Antoine a appris à jouer aux échecs et lit de petits romans. Son aîné a lu beaucoup de livres de la Courte Échelle et des

bandes dessinées. Il a d'ailleurs fallu l'arracher à son livre-jeu le temps de la photo.

Difficile, le défi? « Des fois, oui », admet Laurent. En particulier quand son père, qui voyait arriver le temps de payer son dû, insistait pour louer un dessin animé. Et ils ont dû trouver une autre façon d'occuper les samedis matins.

Les deux frères n'ont pas dit à tous leurs amis qu'ils n'écoutaient plus la télé. Quand on lui demandait s'il avait vu une émission, Laurent disait que non, sans plus. Les parents des amis trouvaient qu'on exagérait pas mal, raconte

Mme Savoie.

Pourtant, les deux garçons sont loin d'être télévores. Ils écoutaient surtout des dessins animés, *Les Débrouillards* et des émissions éducatives. Ils n'ont pas non plus leur propre jeu vidéo. Mais la télé était souvent allumée après les devoirs. Et nombreux sont les amis qui ont un Gameboy ou un Nintendo.

« Ce qui m'étonne, c'est qu'ils aient été capables, à leur âge, de faire preuve d'autant de persévérance sans essayer de tricher », dit Mme Savoie. Il semble que les garçons aient tenu le coup même quand ils n'étaient pas à la maison.

Ils demandaient d'éteindre la télévision ou se cachaient pour ne pas voir l'écran.

« Vous n'avez pas triché, jamaïs? » « Euh... sauf au centre commercial. Il y a des télévisions partout. » Il y a eu deux permissions spéciales, quand Laurent a gagné un film et quand il a participé à une émission de télévision. Mais le garçon avait des réticences. Il a même demandé d'allonger le contrat d'une semaine.

Finalement, il semble que les parents aussi en ont pâti. « Il y a des soirs où je les aurais installés avec plaisir devant la télé... »

L'universitaire millionnaire

L'UNIVERSITAIRE / Suite de la page A1

Et la demande n'a jamais été aussi grande pour les professeurs de renom, ceux qui écrivent des livres remarqués ou publient des recherches originales. Les grandes universités se les arrachent pour rester concurrentielles, pour attirer les étudiants et les grosses fondations, dont la générosité est rarement désintéressée.

Le système a évidemment ses critiques. Il accorde souvent plus d'importance à la renommée d'un professeur qu'à son travail le plus récent. Il permet à certains universitaires de gagner plus d'argent tout en passant moins de temps en classe avec les étudiants. Et il crée deux catégories d'enseignants (dans une université offrant le doctorat, un professeur à temps plein gagne en moyenne 61 816 \$. Le pauvre).

Mais l'heure n'en est pas moins à l'universitaire millionnaire. Et l'universitaire millionnaire

le plus célèbre s'appelle Henry Louis Gates fils, professeur de littérature et président de la faculté des études afro-américaines de Harvard.

Skip Gates est un cas. Il est né il y a 47 ans dans un coin pauvre des Appalaches où les petits Blancs le traitaient de nigger. Il a fait des études brillantes, devenant le premier Noir américain à décrocher un doctorat à Cambridge, en Angleterre.

De retour aux États-Unis, Gates a enseigné successivement à Yale, à Duke et à Harvard, où, depuis le début des années quatre-vingt-dix, il a donné aux études afro-américaines ses lettres de noblesse.

Profitant des moyens mis à sa disposition par Harvard, Gates a réuni autour de lui la crème des intellectuels noirs américains, dont le sociologue William Julius Wilson, le philosophe Cornel West et l'historienne Evelyn Brooks Higginbotham. Travailleur infatigable, il a aussi réalisé des séries pour les réseaux PBS et BBC,

écrit des livres, dont ses mémoires, *Colored People* (1995), et collaboré à plusieurs autres projets, y compris le dernier film de Steven Spielberg, *Amistad*.

Mais c'est peut-être dans le rôle de journaliste que Gates a rejoint le plus grand nombre d'Américains au cours des dernières années. Pour le compte du prestigieux magazine *The New Yorker*, il a écrit des articles magistraux sur Louis Farrakhan, O.J. Simpson, Hillary Clinton et Colin Powell, entre autres.

Tout ça, bien sûr, rapporte dans son édition courante, le magazine *Boston* évalue à un million les revenus annuels du professeur de Harvard.

« D'instinct, je suis un entrepreneur », dit Gates. Héritier de W.E.B. Du Bois, le plus grand intellectuel noir de la première moitié du siècle aux États-Unis, Gates ne fait l'unanimité ni dans le monde universitaire ni dans la communauté noire. Mais personne ne peut prétendre qu'il n'est pas de son temps.

La Presse

Renseignements : 285-7272

Abonnement : 285-6911

Télécopieur pour abonnement : 285-7039

Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30

Samedi de 7 h à midi

Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : 285-7070

Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111

Télécopieur : 848-6287

Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces

Détailants : 285-6931

National, TéléPlus : 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : 285-7320

Comptabilité

Grandes annonces : 285-6892

Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par : La Presse, Ltée, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

«Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650» Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTÉRIES

La quotidienne à trois chiffres : 693
à quatre chiffres : 3394
6/49 : 2 23 24 28 31 35 Compl. 29
avec extra : 2 9 7 8 5 9

INSOLITE

En voilà

■ Une Colombienne arrêtée par la douane autrichienne avait avalé 92 préservatifs remplis d'héroïne, a fait savoir hier la gendarmerie de Klagenfurt. La jeune femme a été arrêtée dans la nuit de vendredi à samedi dans un train à destination de l'Italie. A l'hôpital où elle a été transférée, les radiologues ont détecté les préservatifs contenant de la drogue. La jeune femme a été placée en détention préventive.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Le défi est relevé

■ Avec la nouvelle version de l'Infiniti G20 et l'entrée en scène de la Suzuki Grand Vitara, ces deux compagnies tentent de donner un deuxième souffle à des modèles qui leur ont permis d'innover lors de leur arrivée sur le marché. À lire demain dans le cahier Auto.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

Ottawa devrait-il empêcher la fusion des grandes banques?

Avez-vous été surpris d'apprendre que le Québec affiche toujours le plus haut taux de suicide au Canada?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses oibtenues a été:

Oui: 30 %
Non: 70 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Le mot du jour
quelque

■ On ne confondra pas l'adverbe *quelque*, qui signifie « environ », et l'adjectif indéfini *quelque*, qui veut dire « un certain nombre ». Le premier est invariable, le second variable.

— *Quelque 50 personnes sont venues.*
— *Quelques personnes sont venues.*
Soulignons qu'on abuse de l'adverbe *quelque*. Dans la phrase suivante, par exemple, son emploi n'ajoute rien.
— *Le camion-citerne contenait quelque 20 000 litres de mazout.*

Paul Roux



Le Lexique des difficultés du français dans les médias

de l'auteur du Mot du jour

La Presse : (514) 285-7364 / 19,95\$ + taxes

L'EXPRESS DU MATIN



Voleur recherché

■ La Sûreté du Québec demande la collaboration du public afin de mettre la main au collet d'un homme âgé de 25 à 30 ans, soupçonné d'avoir commis six vols qualifiés entre le 12 mars et le 12 avril, dans des commerces de la région de Lanaudière. L'homme, qui a perpétré ses vols dans six villes différentes, procède toujours de la même façon. Il entre dans le commerce et crie aux employés « donne-moi le cash ». Il leur ordonne de se coucher par terre et quitte les lieux. Le suspect ne semble pas armé. Il mesure 1,70 m et pèse 68 kg. Il a les yeux cheveux noirs très courts et deux marques blanches sur le côté droit de la tête, soit des cheveux blancs, soit des cheveux qui manquent à ces deux endroits.

Hold-up

■ La police recherche deux suspects qui, le 27 janvier dernier, vers 1 h 45, ont commis un vol qualifié à la station-service Ultramar, au 7701, rue Roi-René à Anjou. Au moment où les deux hommes sont arrivés à bord d'une vieille automobile blanche, le préposé déboulait la neige. Les intrus suivent l'employé à l'intérieur et l'un d'eux lui dit : « C'est un hold-up. » Il l'accompagne ensuite derrière le comptoir et prend l'argent dans le tiroir-caisse. Pendant ce temps, l'autre suspect, armé d'un fusil de calibre 12 tronçonné, attend de l'autre côté du comptoir. Un des suspects est identifié. Le second, soit celui qui tenait l'arme, est un homme âgé de 30 ans, mesurant 1,78 m. Lors du vol, il portait une veste grise et des jeans. Il avait les cheveux gris et une barbe de deux à trois jours. Toute personne possédant des informations est priée de communiquer avec Info-Crime (393-1133).

Piéton blessé

■ Une jeune fille de 17 ans reposait hier soir à l'hôpital dans un état critique, après avoir été heurtée par une automobile, au moment où elle traversait en courant, avec une amie, la rue Saint-Jacques à l'intersection de la rue Oxford, dans l'ouest de Montréal. Selon un témoin de l'accident, qui suivait l'automobile qui a heurté la victime, l'automobiliste n'aurait pu éviter une des jeunes femmes qui est soudainement apparue devant lui.

Des rivières débordent

■ Trois rivières sont sorties de leur lit hier matin dans la région de Québec, provoquant l'inondation d'une dizaine de sous-sols, à Charlesbourg, Loretteville et Québec. Cependant, les rivières Jaune, Saint-Charles et Nelson se sont rapidement résorbées. La fonte des neiges en forêt et la pluie d'hier sont à l'origine de ces crues.

Séisme au Québec

■ Un séisme d'une magnitude de 4,1 sur l'échelle de Richter a secoué en début d'après-midi, hier, plusieurs secteurs des Basses-Laurentides et de l'Outaouais. Selon la Commission géologique du Canada, l'épicentre du tremblement de terre, survenu à 12 h 22, était situé à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Hawkesbury, en Ontario, possiblement dans la région de Papineauville, au Québec. Le séisme, qui n'a fait aucun dommage, est néanmoins le plus fort à survenir au Québec depuis celui de novembre dernier dans le secteur de Cap-Rouge. Sa magnitude avait été de 5,0 sur l'échelle de Richter.

Drame évité

■ Un drame a été évité de justesse hier soir sur la rivière LaFontaine à Chertsey. Six enfants qui se trouvaient dans une chaloupe ont pris un bain forcé, lorsque l'embarcation a chaviré après avoir été emportée par des rapides et sauté un petit barrage. Trois des enfants ont pu regagner la rive rapidement, tandis que trois autres ont eu plus de difficulté. Une fillette a été transportée à l'hôpital après s'être blessée dans les rochers de la rivière. Les autres ont été traités sur place par les ambulanciers.

Le supplice de la dictée par amour pour la langue française

FLORENCE PITARD

Tout ce que la planète compte d'amoureux de l'imparfait du subjonctif, d'exégètes du Bescherelle, de champions du redoublement de consonnes s'était donné rendez-vous hier à l'hôtel de ville de Montréal. Les 99 finalistes de la Dictée des Amériques se sont affrontés dans l'espoir d'être sacrés rois de l'orthographe. Venant de 12 pays d'Amérique, d'Asie, d'Europe et d'Afrique, ils n'ont pas hésité à subir le supplice de la dictée par amour pour la langue française. Organisées par Télé-Québec et Avanti Ciné vidéo, les épreuves animées par Anne-Marie Dussault seront diffusées aujourd'hui sur TV5 à 13 h et 0 h 30.

C'est la romancière Marie-Claire Blais qui a concocté la fameuse dictée, intitulée *La Bête fragile*. Son thème bucolique, la course d'un cerf dans les bois, ne devait pas en cacher les difficultés. Aidée par le jury du concours, Marie-Claire Blais s'est surpassée dans l'art d'accumuler les difficultés orthographiques et grammaticales. Du « potto », ce lémurien d'Afrique, au « merrain », tige centrale de la ramure d'un cerf, elle a puisé dans les profondeurs du dictionnaire des mots ignorés du commun des mortels. Sans parler des verbes à la conjugaison tordue, des mots au genre incertain et des tirets perfides.

Sélectionnés parmi 65 000 candidats, passés à la moulINETTE de la dictée puis soumis à un jeu questionnaire, les gagnants ne s'en sont pas laissés compter. La palme revient sans doute à Yves Laurin, premier de la catégorie seniors amateurs du groupe A (pays fran-



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Organisées par Télé-Québec et Avanti Ciné vidéo, les épreuves étaient animées par Anne-Marie Dussault.

cophones). Cet habitant de Montréal, âgé de 36 ans, n'a commis qu'une faute. Il a trébuché sur le nom du calao, un oiseau des forêts tropicales. Pendant deux mois, ce spécialiste du latin, actuellement sans emploi, s'est soumis à une discipline de galérien : « Cinq à six heures par jour, je travaillais sur des dictées que mes amis et ma famille m'avaient enregistrées sur des cassettes. J'en ai fait 250 au total. »

Chez les seniors professionnels,

le Français René Bouquet affirme en revanche n'avoir suivi aucun entraînement particulier : « Je n'apprends pas le dictionnaire par coeur comme certains, mais je connaissais tous les noms d'animaux car je les ai rencontrés lors des tests des Dicos d'or. » Ce sont ses parents, instituteurs, qui lui ont appris l'amour de l'orthographe. Il a ensuite beaucoup eu l'occasion de la manier en pratiquant son métier de traducteur au Conseil de l'Europe. Danièle Rémillard, de White-

horse dans le Yukon, (seniors groupe B, pays non francophones) affirme pour sa part avoir eu de la chance car elle a suivi une formation en aménagement de la faune ! Quant aux deux gagnantes juniors, la Chilienne Camila Bernales Jimenez et la Lavalloise Mireille Lépine, toutes deux âgées de 15 ans, elles appliquent la même méthode : la lecture à haute dose.

■ Le texte de la dictée paraît en page B 2.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Défectuosité électrique

Une défectuosité électrique est à l'origine d'un incendie qui a lourdement endommagé hier après-midi un édifice de trois étages, situé au 7305, rue Saint-Denis, près de la rue Jean-Talon à Montréal. La quinzaine de locataires de l'immeuble ont été évacués. Les flammes ont provoqué quatre alertes et près d'une centaine de pompiers ont été dépêchés sur les lieux. Ils ont eu de la difficulté à maîtriser les flammes qui faisaient rage entre les murs. La circulation automobile rue Saint-Denis a été perturbée durant plusieurs heures. Personne n'a été blessé. Les dégâts sont évalués à près de 200 000\$.

Cinq arrestations lors de deux saisies de stupéfiants

RAYMOND GERVAIS

La Sûreté du Québec a effectué au cours du week-end deux importantes saisies de stupéfiants et procédé à l'arrestation de cinq personnes lors de différentes perquisitions.

La plus récente est survenue vers minuit et demi samedi, au 4832, chemin Johanne, à Rawdon. Sur place, les enquêteurs ont saisi pour plus de 7 millions de dollars de stupéfiants et de matériel servant à la préparation de la drogue.

Deux hommes âgés de 25 et de 32 ans, ainsi qu'une femme de 22

ans ont été arrêtés et seront accusés lundi au palais de justice de Joliette, de production de cannabis.

L'enquête policière qui a duré quelques semaines a permis aux limiers de mettre la main sur 125 kg de haschisch liquide, 84 g de haschisch solide, 74 plants de marijuana et 95 kg de marijuana en vrac.

Plusieurs milliers de dollars d'équipements, dont une serre hydroponique, ont également été saisis.

L'homme de 25 ans qui a été arrêté est connu par la police et pos-

sède un dossier criminel de violence et de vol qualifié.

À Papineauville, en Outaouais, la vigilance de deux policiers de la SQ qui participaient à une opération pour mettre la main au collet de voleurs a permis l'arrestation, vendredi, de deux hommes qui circulaient à bord d'une camionnette dans laquelle se trouvaient 90 plants de marijuana.

C'est en s'approchant du véhicule que les policiers ont eu la puce à l'oreille. Une forte odeur de pot provenait de la camionnette.

Poursuivant leur enquête, les po-

liciers ont saisi pour près de 207 500 \$ de marijuana lors de deux perquisitions effectuées aux 280 et 294, chemin du Lac à Loutre à Huberdeau ; 882 plants en terre et 8,8 kg de marijuana prêts à être vendus ont été saisis.

Tout le matériel servant à la production de la drogue a aussi été saisi.

Selon la police, les producteurs de cannabis avaient réussi à se brancher directement au réseau d'Hydro-Québec afin de s'approvisionner en électricité sans payer un sou.

Bourque prépare un grand rassemblement pour fêter l'an 2000

CHRISTIANE DESJARDINS

L'arrivée de l'an 2000 ne passera pas inaperçue à Montréal. De passage dans le quartier Peter McGill, hier, le maire Pierre Bourque a indiqué qu'un grand rassemblement était en préparation pour fêter le nouveau millénaire.

Sans aller beaucoup plus loin dans les détails, le maire a signalé que ce rassemblement commencerait vraisemblablement le 31 décembre pour se terminer le 2 janvier. « On peut penser à l'illumination de Montréal », a indiqué M. Bourque, en ajoutant qu'il ne voulait pas en dire plus pour le moment, parce qu'il voulait régler avant la question du Festival d'hiver, un projet qu'il compte mettre en marche dès 1999 et qui devrait selon lui stimuler le tourisme à Montréal.

« Tout est lié », a ajouté le maire.

M. Bourque a fait cette annonce dans le cadre des « samedis du maire », une tournée préélectorale qu'il a entreprise il y a plusieurs semaines et qui doit le mener dans les 16 quartiers de Montréal. Le maire en était hier à son 11^e samedi.

Comme il l'a fait lors des autres visites, le maire a écorché l'administration précédente, celle de Jean Doré, et tracé le bilan de son propre mandat à la tête de Montréal. Un bilan qu'il juge très positif.

« Si on compare notre bilan d'aujourd'hui avec le programme que Vision Montréal a présenté en 1994, il y a presque une adéquation », a dit le maire. Nous avons livré presque 90 % de notre programme. »

Tableaux à l'appui, M. Bourque a expliqué à l'assemblée composée d'une centaine de personnes, dont plusieurs chauds partisans, qu'il avait fait un effort énorme pour redresser les finances de Montréal, rapatrier les banlieusards, et faire de Montréal une ville propre.

« On a arrêté la saignée, le pire est passé. Le développement est plus fort à Montréal qu'en banlieue. On maîtrise la situation de la ville », a dit M. Bourque.

Après l'allocation du maire, les citoyens du centre-ville et du Centre-Sud ont posé des questions à M. Bourque. Au curé Roger Dufresne, qui s'inquiétait de savoir si oui ou non un centre pour jeunes sera implanté rue Visitation, le maire Bourque a répondu que c'était une de ses priorités.

« On va vous donner le terrain pour 1 \$ et nous faisons des démarches pour concrétiser ce projet », a dit M. Bourque.

Une dame âgée, qui estime que le déneigement a été bâclé l'hiver dernier, s'en est plainte au maire.

« Le Centre-Sud a été très bien déneigé, je le sais, j'y passe tous les jours. Mais pour le Vieux-Montréal et le Quartier chinois, vous avez raison », a répondu M. Bourque. Il y a eu des erreurs l'hiver dernier. »

D'autres citoyens ont profité de l'occasion pour étaler leurs problèmes au grand patron, dans l'espoir de voir bouger les choses : besoin d'une piste de planche à roulettes, problème de stationnement, maison abandonnée jugée dangereuse...

« Donnez-moi ça, on va s'en occuper », leur a répondu le maire.

Politique

Une bonne nouvelle pour le Canada

Clinton s'engage à obtenir le fast-track pour le libre-échange des Amériques

VINCENT MARISSAL
envoyé spécial, SANTIAGO

Le président américain Bill Clinton a réaffirmé hier sa foi dans le libre-échange et s'est engagé envers ses 33 interlocuteurs de l'hémisphère à obtenir le *fast-track*, la procédure légale dont dépend la future zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Une bonne nouvelle pour le Canada, qui a mis son influence en jeu dans cette partie du monde en mettant toutes ses billes dans ce projet d'accord commercial.

L'éducation, la lutte contre la pauvreté, la défense des droits de la personne et de la démocratie étaient à l'ordre du jour du deuxième Sommet des Amériques qui se termine cet après-midi. Mais c'est l'aspect commerce qui préoccupe d'abord et avant tout le gouvernement canadien.

Le gouvernement doit repartir avec un engagement concret des autres pays, sinon sa présidence

des négociations au cours des 18 prochains mois risque de n'être qu'une fonction symbolique frustrante et futile.

Le Canada, qui semble bien placé pour être choisi hôte du prochain Sommet en 2001, a reçu un sérieux coup de pouce de son voisin américain.

« Les États-Unis n'ont peut-être pas la législation *fast-track*, mais nous l'aurons, a affirmé le prési-

dent Clinton dans son discours d'ouverture. Et je vous assure que la libéralisation des échanges commerciaux sera dans la voie rapide de nos préoccupations. »

En attendant, Ottawa entend prendre le plus de place possible dans le marché latino-américain en négociant pièce par pièce certains aspects de l'accord, notamment la libre circulation des personnes et des capitaux d'ici à la création de la ZLEA prévue en 2005.

« Ce qui est le plus important à ce moment-ci, a indiqué vendredi le premier ministre Chrétien, c'est d'engager d'une façon définitive les négociations pour établir une zone de libre-échange entre tous les pays des Amériques. Je crois que si nous n'agissons pas rapidement, des pays, comme ceux du Mercosur qui sont sollicités par l'Europe, pourraient avoir plus d'intérêt à faire affaire avec l'Europe. Si nous n'aboutissons pas, ils vont s'intéresser ailleurs. »

Le Mercosur, un marché commun de 250 millions de personnes composé du Brésil, de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay, est, après les États-Unis, le plus important acteur de la future zone de libre-échange des Amériques.

« L'Amérique latine a longtemps été complètement ignorée par la politique étrangère canadienne, admettent les conseillers du premier ministre en affaires internationales. Auparavant, les ministres des Affaires étrangères et les premiers ministres venaient ici pour une courte visite et puis, plus rien au cours des dix années suivantes. »

Les pays du Mercosur, malgré leurs hésitations, préfèrent l'approche ALENA que celle de l'Union économique européenne, soutiennent les responsables canadiens.

Les réticences du Brésil, exprimées notamment lors de la visite d'Équipe Canada en janvier, semblent vouloir se dissiper. En effet, le président brésilien, Enrique Car-

dos, a assuré au premier ministre Chrétien, vendredi au cours d'une rencontre privée, qu'il n'y a plus aucune raison d'attendre plus longtemps pour amorcer le rapprochement Canada-Mercosur.

Il reste toutefois un obstacle de taille, soit le conflit commercial entre l'avionneur canadien Bombardier et son compétiteur brésilien Embraer. L'affaire qui empoisonne les relations entre les deux pays depuis plus de deux ans est entre les mains de deux médiateurs qui devraient remettre leur rapport à la fin du mois.

Selon les responsables canadiens, les récents contacts personnels entre MM. Cardoso et Chrétien ont permis de détendre l'atmosphère. Dans le meilleur des scénarios, Ottawa croit pouvoir en arriver à un accord avec le Mercosur en moins d'un an.

Une mission au Chiapas

Le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, souhaite former une mission internationale d'observateurs au Chiapas, cette région éloignée du Mexique secouée depuis quelques années par de graves troubles sociaux et politiques. M. Axworthy en a fait la suggestion à son homologue mexicain, Rosario Green, vendredi soir lors d'un entretien privé.

Faits saillants

Voici quelques faits saillants sur la Zone de libre-échange des Amériques, qui pourrait être créée dès 2005. Les négociations ont été amorcées en fin de semaine lors du Sommet des Amériques, au Chili.

■ Zone de libre-échange des Amériques
Nombre de pays membres : 34
Population totale : 750 millions
Produits intérieurs bruts : 10 000 milliards \$ US

■ Les pays membres :
Antigua, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Dominique, République dominicaine, Équateur, États-Unis, Grenade, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie, Salvador, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela.

Seul Cuba n'a pas été invité à participer aux négociations.

■ La Zone de libre-échange des Amériques comptera plus du double de la population de l'Union européenne (370 millions). Le Mercosur, qui regroupe déjà l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay, compte une population de 204 millions d'habitants et forme une économie combinée de plus de 1000 milliards \$.



Le premier ministre du Mexique, Ernesto Zedillo, à gauche, et le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, s'amuse à applaudir le premier ministre d'Argentine, Carlos Menem, qui s'est présenté le dernier pour la photo officielle.

La chaise du dentiste pour éviter l'éclatement du Canada...

Un dentiste montréalais convainc le conseil municipal de Toronto d'adopter une résolution

DENIS ARCANO

Un dentiste montréalais a convaincu le conseil municipal de Toronto d'appuyer ce que Jacques Parizeau appelait les « interminables séances (constitutionnelles) sur la chaise du dentiste ».

Maurice Suissa, dentiste à Pierrefonds, s'est rendu mardi dernier à Toronto pour la séance du conseil municipal qui a adopté une résolution enjoignant aux parlements canadien et provinciaux « à tout faire pour que toute négociation constitutionnelle à venir ne mène pas à l'éclatement du Canada ».

« Je me rappelle quand M. Parizeau avait comparé les négociations

constitutionnelles avec des séances chez le dentiste (à Toronto, en novembre 1994), ça m'avait accroché l'oreille, a déclaré le Dr Suissa, cofondateur de « Équipe Canada pour l'unité », qui a convaincu 200 conseillers municipaux du Canada à voter de « Résolution du peuple » pro-unité. « Je suis bien placé pour dire qu'une visite chez le dentiste, ce n'est pas si désagréable que ça. En tout cas, pas pour mes patients... »

Le dentiste fédéraliste est sûrement maître dans l'art délicat de poser des couronnes et de traiter l'usure prématurée de l'émail due aux grincements de dents, ce qui

ne doit pas être inutile considérant ce dossier. Mais il a eu l'air de s'ennuyer de ses seringues et de ses fraises, hier, lorsqu'on lui a posé des questions précises, par exemple, si le Québec devrait signer la Constitution canadienne de 1981 telle quelle ou demander des modifications au reste du Canada.

« Écoutez, je n'ai jamais lu toute la Constitution et nous n'avons pas la prétention d'être des experts constitutionnels », a-t-il fini par dire après des réponses vagues, de sa propre admission. « Ce n'est pas notre job. Nous, ce que nous voulons, c'est donner aux Canadiens un canal pour exprimer leur bonne volonté. Je ne suis pas naïf et je ne

m'imaginer pas notre résolution vont régler d'un coup un problème qui dure depuis 30 ans. »

Les articles de la proposition d'« Équipe Canada pour l'unité » manquent de viande pour ceux qui ont une connaissance même approximative pour les demandes traditionnelles du Québec. « Mais les 200 municipalités qui ont adopté notre résolution représentent 6,5 millions de Canadiens. Ce n'est pas rien. Au moins, on pense que c'est un pas dans la bonne direction. »

Il estime que la déclaration de Calgary est un autre pas dans la bonne direction.

Le Dr Suissa a souligné l'accueil « très chaleureux » des Torontois,

lors d'une manifestation, après le conseil municipal.

Mais une chronique dans le *Toronto Star* d'hier soulignait que les médias locaux ont accueilli avec indifférence la résolution du conseil. Toutefois, le journal cite un Torontois ordinaire, qui s'est adressé aux manifestants pro-canadiens avec l'émotivité caractéristique des anglophones lorsqu'il s'agit du débat Québec-Canada : « Je suis désolé si je me suis couvert de ridicule en public, mais que je sois maudit si je laisse une bande de séparatistes détruire ce pays ! » a dit au *Star* Bob Smith, un ex-Montréalais de 55 ans qui venait de pleurer lors de son allocution aux manifestants.

Les Québécois sont satisfaits de leurs médias

Ce texte portant sur un sondage CROP consacré aux médias et mené à l'initiative du Conseil de presse du Québec, auquel se sont associés La Presse et Radio-Canada, aurait dû accompagner les articles publiés dans le cahier Plus d'hier.

MARIO FONTAINE

Les Québécois sont satisfaits de leurs médias d'information, dont la qualité, disent-ils, s'est améliorée au cours des dernières années. Ils n'accordent toutefois pas une confiance aveugle aux journalistes, et réclament plus de « bonnes nouvelles » et de nouvelles internationales.

Par ailleurs, les médias ne sont pas tous égaux à leurs yeux. C'est en effet la télévision qui est la plus régulièrement utilisée lorsqu'ils veulent s'informer sur l'actualité, suivie loin derrière par la radio et les quotidiens.

C'est ce que révèle un sondage

CROP mené à l'initiative du Conseil de presse du Québec, auquel se sont associés La Presse et Radio-Canada. Le sondage a été mené entre le 11 et le 18 mars auprès de 947 personnes, un échantillon précis à 3 points près, 19 fois sur 20.

Certains constats sont rassurants, d'autres moins. Parmi les premiers, on apprend que la vaste majorité des Québécois (89 %) se disent très (23 %) ou assez (66 %) satisfaits de la qualité de l'information qu'ils retrouvent dans les médias. Seulement 10 % ronchonnent vraiment.

Par ailleurs, un peu plus d'un Québécois sur deux (55 %) est d'avis que la qualité de l'information s'est améliorée au cours des quatre dernières années, alors que 34 % jugent qu'elle est restée stable. Seulement 7 % parlent de détérioration durant cette période. Des résultats qui vont dans le même sens que ceux d'un autre sondage CROP, mené celui-là en 1994.

Les journalistes auraient toutefois tort de s'asseoir sur leurs lauriers. Il n'y a en effet que 4 % des

gens à leur faire totalement confiance, et 52 % assez confiance, une proportion qui s'élève à 59 % chez les francophones. Pas moins de 36 % des répondants s'en méfient un peu, alors que 6 % n'accordent aucune confiance aux propos des journalistes.

Si des versions différentes, voire contraires, d'une même nouvelle sont présentées, qui croit-on ? On doutera davantage des médias écrits (22 % pour les revues et les magazines, 21 % pour les quotidiens) que de la télévision (14 %) et de la radio (10 %). L'exception à la règle dans l'écrit : les hebdomadaires régionaux et de quartier, qui s'en tirent avec un doute « honorable » de 10 %.

Cette enquête d'opinion confirme, comme plusieurs l'ont fait auparavant, que la télévision demeure le média le plus régulièrement utilisé lorsqu'on veut s'informer sur l'actualité (76 %). Mais il s'en trouve quand même 43 % à écouter la radio et 40 % à lire les quotidiens chaque jour ou presque.

Ces derniers sont particulièrement populaires chez les gens for-

tement scolarisés. De plus, 26 % des Québécois ouvrent un quotidien au moins une fois ou deux par semaine, s'ajoutant aux lecteurs assidus. Ainsi, au total, les deux tiers des répondants consultent un journal souvent ou occasionnellement, tandis que 18 % ne les lisent que rarement et 16 %, jamais.

Soixante-neuf pour cent des Québécois affirment par ailleurs que la télévision est le média qui répond le mieux à leurs besoins d'information. La presse quotidienne vient au second rang (14 %), loin derrière le petit écran mais légèrement devant la radio (12 %). Les revues/magazines et les hebdomadaires ferment la marche, avec 1 % chacun.

Les gens ont aussi été invités à identifier les principales forces et faiblesses des médias et des journalistes. La force de la presse, pour près de la moitié d'entre eux, c'est d'aider les citoyens à comprendre ce qui se passe dans la société. Ainsi, 18 % déclarent que les médias et les journalistes ont de la rigueur et du professionnalisme, 16 % qu'ils donnent des nouvelles fia-

bles, tandis que 12 % sont satisfaits de la qualité de la langue écrite ou parlée dans les médias.

En revanche, un citoyen sur quatre (24 %) déplore le côté sensationnel de l'information (meurtres, accidents, procès), dénonce l'amplification de la nouvelle. Le non-respect de la vie privée préoccupe par ailleurs 9 % d'entre eux, tandis que 7 % parlent de superficialité, de manque de profondeur. Six pour cent se plaignent d'erreurs, de vérification inadéquate des faits, et 5 % de répétitivité, d'originalité déficiente. Notons que le quart des personnes interrogées n'avaient pas de reproches à adresser aux médias ou aux journalistes, ou ne se sont pas prononcés sur cette question.

Qu'ajouter à la couverture de presse actuelle ? Une question apparemment difficile, puisque un répondant sur deux n'avait rien à proposer. Chez ceux qui ont osé, 7 % voudraient plus de « bonnes nouvelles » et d'informations internationales, et 5 % davantage de politique. À peine 3 % réclament plus de nouvelles sur la santé, un score surprenant.

Air Titanic



Stéphane Laporte

collaboration spéciale

L'avion avance sur la piste. J'attache ma ceinture. Titi aussi. On s'en va en Californie. Une petite lune de miel au pays des étoiles. Ma blonde me prend la main :

« — Stéphane, c'est quoi ce

bruit-là ?

— Quel bruit ?

— Le clingling qu'on entend...

— J'sais pas...

— Ce doit être une bombe ou une aile mal vissée. J'veux descendre !

— Voyons Titi, on est en train de décoller...

— C'est pas grave, j'veux descendre ! »

Titi a un gros problème dans la vie. Elle adore les grands voyages. Mais elle hait l'avion. Que ce soit Air Canada, Air France ou Air Zimbabwe, pour Titi c'est toujours Air Titanic ! Air Catastrophe !

Notre Boeing prend son envol. Titi est en sueur. Elle murmure :

— On va tomber, je le sens, on va tomber !

Pauvre Titi ! Quand on a peur en auto, on peut s'arrêter sur le bord de la route. Quand on a peur en train, on peut descendre à la prochaine gare. Mais quand on a peur en avion, on ne peut rien faire. Faut écraser. Façon de parler, bien sûr. J'essaie de la rassurer...

« — Voyons Titi, aie pas peur, y'a pas de danger... »

— Y'a pas danger ? Aie chose, tu lis pas Paris-Match ! L'avion de la TWA... Pis celui d'Air India... Pis celui d'Air Canada qui a atterri dans le bois ! C'est pas des dangers, ça ? !

— Non, c'est des exceptions...

— Ben qui te dit qu'on n'est pas à bord d'une exception !

— Ça Titi, c'est la fatalité. Quand ton heure est venue, il n'y a rien à faire. Mais t'en fais pas, je suis sûr que ton heure n'est pas encore venue. Crois en ton destin.

— T'as raison. Je vais croire en mon destin. Mon heure n'est pas arrivée. Mais peut-être que l'heure du gars assis là-bas est arrivée ?

Pis à cause de lui, l'avion va tomber. Han ? C'est ça le problème. En avion, faut pas juste croire en son destin, faut croire en celui du voisin. C'est pas mal plus inquiétant...

Je n'avais pas vu ça comme ça. Le doute s'empare de moi. Et si Titi avait raison ? Je regarde chacun des passagers en me demandant si l'un d'eux a un destin dont la date d'expiration est aujourd'hui. Il y a une vieille madame assise à gauche. Et au fond, une religieuse avec un jeune enfant. Ça me fait penser à Airplane. Je commence à avoir un peu peur...

La voix du pilote résonne dans les haut-

parleurs :

« — Mesdames et messieurs, veuillez vous asseoir et boucler votre ceinture, nous allons traverser une zone de tur... »

Il n'a pas le temps de dire *bulences*. On frappe une poche d'air ! Un iceberg du ciel. L'avion se met à brasser comme la bedaine d'un Québécois courant sur une plage de la Floride. Titi s'accroche à mon bras :

« — J'aime pas ça. Ça fait clingcling de par-tout. C'est pas normal. »

— Ben non, voyons donc, c'est normal, y'a rien là.

— T'es sûr ?

— Certain... »

Je le dis, mais je ne le pense pas. Je fais mon Brave, mais en dedans, je file Expo. Plus la poche est grosse, plus l'avion est secoué comme si King Kong s'en servait pour se gratter le dos, plus je me demande ce que je fais là. Nos mères nous ont toujours dit de ne jamais monter dans l'auto d'un étranger, mais on monte dans l'avion de n'importe qui ! Le pilote, je ne l'ai jamais vu ! C'est peut-être son premier vol... ou son dernier ! J'essaie de me calmer. Mais à chaque poche, l'angoisse me reprend.

Titi, elle, semble aller mieux. Elle lit sa revue. Presque relaxe. Elle s'est débarrassée de sa peur en me la confiant. Maintenant, c'est moi qui suis pris avec. La peur, c'est comme la tag. Suffit de la donner à quelqu'un d'autre. Mais moi, je suis trop macho pour avouer à quelqu'un que j'ai peur. Alors je la garde. Je stresse de l'intérieur.

Notre avion se prend toujours pour un mixeur. Je fais des promesses à Dieu. Si on

ne tombe pas, je promets de ne plus manger de *junk food*. De ne plus jamais m'impatienter. Et de ne plus jamais sacrer. Titi s'est endormie. La chanceuse ! Je regarde par le hublot. J'essaie de me raisonner. Après tout, on peut mourir en traversant la rue. Où que l'on soit, la vie ne tient qu'à un fil. Le problème en avion, c'est que le fil est pas mal haut.

Les poches d'air se sont estompées. Je respire. Et je me dépêche de réviser mes promesses à Dieu :

« — Tantôt ce que j'ai voulu dire, c'est que j'étais pour essayer de manger moins de *junk food*, essayer de ne plus m'impatienter et essayer de ne plus sacrer. On se comprend ? »

J'ai un peu honte. Je suis la Sheila Copps des airs !

On descend enfin de l'avion. Toujours vivants ! Nos pieds foulent la bonne vieille terre. Youppi ! Notre lune de miel au pays des étoiles commence. Titi me prend la main :

« — Stéphane, c'était quoi ce bruit-là ?

— Quel bruit ?

— Le shikabooshikaboosh qu'on vient d'entendre...

— J'sais pas...

— On dirait que le sol a bougé... Dans la revue que j'ai lue dans l'avion, c'était écrit qu'il y avait 80 % de risques qu'un tremblement de terre rase la Californie d'ici l'an 2000.

— Voyons donc, raser la Californie, ça prendrait bien trop de crème à barbe ! »

Titi rit. Elle est rassurée. Pas moi. À bien y penser, c'est vrai qu'on dirait que la terre a bougé. Ma blonde m'a encore donné sa peur.

Je me demande à quelle heure est le train pour Montréal...

Les commissions scolaires ne veulent pas d'élections le lundi

RAYMOND GERVAIS

Il n'est pas question de tenir des élections scolaires le lundi 22 juin.

C'est le message on ne peut plus clair lancé hier par le conseil d'administration de la Fédération des commissions scolaires du Québec à la ministre de l'Éducation, Pauline Marois.

Réunis à Québec vendredi soir, les 32 membres du conseil d'administration, qui représentent 134 commissions scolaires, recommandent à l'unanimité à Mme Marois de tenir les élections scolaires le dimanche 14 juin.

Pour la Fédération des commissions scolaires, il est impensable que des élections aient lieu un lundi. Historiquement parlant, les élections scolaires ont toujours eu lieu le dimanche. Il est plus facile de trouver des bénévoles le week-end que durant la semaine et surtout, il n'est pas question pour la Fédération de reporter des examens ou de prolonger les classes d'une journée.

La Fédération fait remarquer à la ministre qu'à cause du verglas de janvier, il y aura encore des élèves dans les écoles le 22 juin et que les examens ne seront pas terminés. De plus, cette date est trop rapprochée de la Saint-Jean-Baptiste et des vacances pour susciter un intérêt accru de la population.

Le gouvernement désire de son côté aller de l'avant avec la date du 22 juin afin de favoriser une plus

grande participation, se disant que les gens seraient plus enclins à se rendre aux urnes en semaine qu'un dimanche.

De son côté, la présidente de la Fédération des commissions scolaires, Diane Drouin, a déploré qu'à la veille de la création des nouvelles commissions scolaires linguistiques, soit le 1^{er} juillet, la date des élections ne soit pas encore fixée par le gouvernement.

Jusqu'à maintenant, plusieurs commissions scolaires se sont exprimées sur le sujet. Elles rejettent toutes la date suggérée par le gouvernement. Même la CECM s'est prononcée contre.

Pour la Fédération des commissions scolaires, si les élections avaient lieu le dimanche 14 juin, cela laisserait deux semaines pour mettre en place les conseils des commissaires pour les nouvelles commissions scolaires linguistiques.

Pour que des élections se tiennent un lundi, la loi électorale devrait être amendée et recevoir l'assentiment de l'opposition officielle. Or, la Fédération espère que si les 134 commissions scolaires ne veulent pas d'élections le lundi 22 juin, l'opposition va en tenir compte et le gouvernement devra réviser sa position.

Lors des dernières élections scolaires, le taux de participation dans l'ensemble de la province a été de 28 %, tandis qu'à Montréal, il était de 13 %.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

D'heureuses retrouvailles

Pendant sa longue carrière journalistique, notamment au *Petit Journal* et à *Dimanche Dernière Heure*, Roland Côté a côtoyé des jeunes qui apprendraient le métier, dont Louise Cousineau, Lyliane Gagnon, Serge Dussault, Jules Béliveau... Vendredi, au restaurant Le Maistre, M. Côté et son épouse Jacqueline ont renoué avec l'équipe de l'hebdo *TV-Plus* qu'il dirigeait en 1978. Aujourd'hui retraité, M. Côté n'en consacre pas moins son temps et ses énergies à faire du bénévolat et à jouer au bridge. Ses protégés d'il y a 20 ans poursuivent pour la plupart une carrière dans les médias écrits et la télévision. Dans l'ordre habituel : Sylvia Côté, Jacqueline Côté, Danielle Gauthier, Roland Côté, Philippe Lapointe, Danielle Côté-Trudel, Alain de Repentigny et Aline Dupuis.

Grande journée d'embauche chez CAE

DENIS ARCAND

Dans un simulateur de Boeing 737, hier, le pilote d'essai Guy Brassard faisait faire une petite visite à quatre des 100 diplômés invités hier par CAE lors d'une journée de recrutement. « Ça te tente de le faire décoller ? a-t-il demandé à Allen Hoyt, un informaticien de McGill. O.K. on décolle de Hong Kong. »

Franchement, Hoyt ne s'est vraiment pas mal débrouillé pour un gars d'ordinateurs. Il a fait décoller l'appareil, a survolé les collines virtuelles entourant l'aéroport de Hong Kong, visibles à travers les écrans cathodiques montés sur les hublots.

« Up ! Up ! » s'est mise à ordonner la machine. « Elle te dit que tu décroches. » Hoyt a tiré sur les commandes, mais pas assez pour prévenir le décrochage. Un écrasement virtuel, bien sûr, pas plus grave que le *tilt* d'une machine à boules. Tant mieux, un simulateur vaut quand même 18 millions.

Grande journée d'embauche, hier chez CAE Électronique, le fabricant de simulateurs de vol du chemin de la Côte-de-Liesse. Une centaine de diplômés imminents des quatre universités de Montréal avaient rendez-vous hier chez CAE, en route, peut-être, vers des offres d'emploi.

Le carnet de commandes de CAE déborde et la compagnie contrôle 88 % du marché mondial — par comparaison à 55 % l'an dernier — a souligné la relationniste Pascale Lambert.

La plupart des diplômés invités hier par CAE sont des ingénieurs électriciens ou électroniciens et des informaticiens, a indiqué Hugh Mitchell, vice-président aux ressources humaines. Il y a aussi quelques ingénieurs mécaniciens et chimistes. Les jeunes peuvent s'attendre à gagner « 39 000 \$ ou 40 000 \$ » par année à l'entrée. Un



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Le pilote d'essai Guy Brassard donne un coup de main au finissant en informatique Allen Hoyt.

bon ingénieur qui veut rester ingénieur peut rapidement gagner 70 000 \$, mais les salaires montent plus pour ceux qui assument des postes de supervision.

« Le marché de l'emploi est très, très compétitif, à cause d'une pénurie mondiale dans les domaines recherchés. Mais le type de travail qu'on fait à CAE est un gros atout. Les jeunes arrivent chez nous et ils peuvent se lancer, ici même à Montréal, chez eux, dans un domaine à la fine pointe de la technologie. Dès qu'ils voient ce qu'on fait ici, ils veulent rester », dit Mitchell. Mais les opportunités sont nombreuses ailleurs et Mitchell souligne qu'il est continuellement en recrutement pour compenser le roulement, en plus de combler les

nouvelles embauches.

Il n'a pas eu à convaincre Andréa Iftimie, une ingénieure électricienne de Concordia sollicitée pour un poste aux systèmes de contrôle : « J'adore l'aérospatiale. Et j'ai déjà travaillé à CAE dans un poste d'étudiante », dit-elle.

« Cette année, on a déjà engagé une centaine de récents diplômés, auxquels s'ajouteront les cent autres postes de finissants qu'on comble en ce moment. Mais on va aussi engager 200 personnes d'expérience assez bientôt. » Il y a actuellement 3700 employés à CAE Montréal, dont 180 à Mirabel pour le contrat d'entretien des F-18 de l'aviation canadienne; 2000 sont ingénieurs ou techniciens; 600 sont des ouvriers qualifiés.

Léo-Paul Lauzon dénonce les profits « obscènes » de l'industrie pharmaceutique

DENIS ARCAND

Après avoir traité pendant des années les banquiers canadiens de *shylocks* et de *bums* en cravate, Léo-Paul Lauzon dénonce maintenant un secteur économique qui réalise des profits encore plus obscènes, dit-il. Le nouvel ennemi public numéro un de Lauzon est l'industrie pharmaceutique, dont les profits après impôts ont atteint 36 % en 1996.

« Ils font encore plus de profits que les banques (18 %), le double ! » a déclaré hier le professeur Lauzon, au terme d'une conférence donnée devant 420 personnes qui ont payé 20 \$ chacune pour assister à colloque de l'UQAM intitulé « À qui profite le démantèlement de l'État ? »

Lauzon reprenait en fait durant sa conférence les travaux de son collègue de l'UQAM Gino Lambert, présentés en matinée.

Lauzon dit que de tels profits dépassent de 24 ou 26 points de pourcentage ce qu'il considère comme raisonnable, dans un secteur comme celui de la santé. « Ces compagnies-là prétendent qu'elles réinvestissent leurs profits dans la recherche médicale, mais quand on regarde leurs rapports annuels, on voit que c'est de la foutaise : elles versent 86 % de leurs revenus nets en dividendes aux actionnaires. »

M. Lauzon dénonce aussi le fait que les dépenses en médicaments sont le seul poste budgétaire qui

n'a pas été passé à la hache dans le budget québécois de la Santé : « En fait, il est à la hausse. »

Il souligne que ces compagnies qui profitent de diverses déductions fiscales ont « des revenus d'intérêts qui dépassent leur dépenses d'intérêts. Ce sont des quasi-banques ! » Durant ses conférences, le professeur Lauzon, qui est au T-shirt ce que Dan Bigras est à la camisole, place l'enseignement universitaire à la frontière du stand-up comic et d'un discours de Lénine. Difficile dans un journal de décrire combien cet homme sérieux qui parle de choses graves peut être drôle. Selon lui, les champions de la droite québécoise, Jean Coutu, Bernard Lamarre, etc., veulent que l'État réduise les impôts et les services à la population. Ainsi, les classes aisées auront plus d'argent pour payer aux cliniques, assureurs, marchands d'eau, producteurs d'électricité et écoles... privés les services que l'État fournit maintenant. Pour ce qui est des pauvres, qu'ils s'arrangent.

Pour justifier le laisser-faire, l'idéologie individualiste et la suprématie du marché, la droite québécoise a ses idéologues de service, André Raynault, Yves Rabaud, et surtout Pierre Fortin, qu'il accuse de défendre « les grossièretés sans même un vernis de rigueur scientifique... ». Les médias sont des « porte-queues » qui avalent tout, sans rien questionner ou presque, dit-il.

Votre page Web de **A à Z**

Des images qui mènent au bout du monde!

PIERRE-FRANÇOIS SAPINSKI
Collège Bois-de-Boulogne

On a vu que l'édition d'une page Web nécessite du texte, des images, de la couleur, etc. Mais avec les images, il y a plus. C'est ce que nous allons voir dans cet article. Tout d'abord, jetons au rapide coup d'oeil aux différentes façons d'utiliser l'image comme lien Internet.

Lien simple

La première façon, la plus simple et aussi la moins raffinée, consiste à relier le lien hypertexte à l'image avec la balise :

```
<A HREF="http://site-ou-lien-nous-mène">

</A>
```

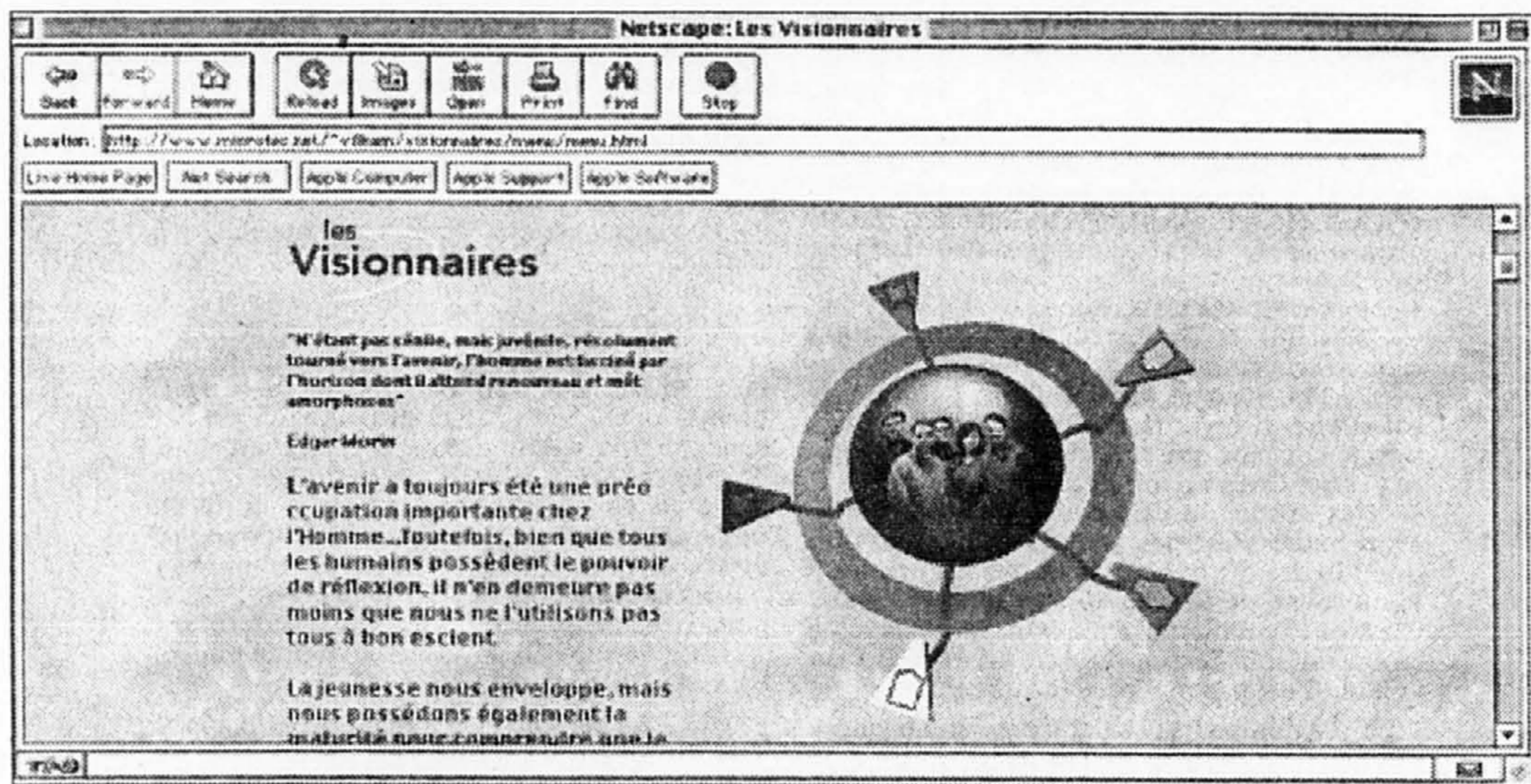
« WIDTH » exprime la largeur et « HEIGHT » la hauteur de l'image. « ALT » est une balise qui explique ce que représente l'image ; elle est utile pour les gens qui naviguent sans les images.

La carte-image

La seconde façon, est appelée la carte-image (en anglais « image-map »). La carte-image est composée en secteurs. Chaque secteur de l'image est associé à une adresse Internet. En cliquant sur un secteur de l'image, nous sommes transportés à cette adresse. Pour voir comment on s'y prend pour créer des images-liens, jetez un coup d'oeil au code source. Cette option est offerte dans votre logiciel de navigation.

Le numériseur

Qu'est-ce qu'un numériseur, me demanderez-vous ? Si je vous dis : « scanner », le reconnaissez-vous ? Le numériseur sert à transférer un document papier directement à



La carte-image : procédé plutôt complexe ? On le retrouve pourtant dans de nombreux sites. À l'aide de ce procédé, il est facile de diviser une image en deux et de destiner chaque portion à une adresse. Dans cette image, chaque pointe mène à une destination différente.

l'écran de son ordinateur. Il est alors sous format fichier numérique. Vous pouvez ouvrir ce fichier et placer son contenu sur votre page Web. Vous ne me suivez pas ? Prenons un exemple concret. Le petit Pierre-Paul construit son site Web. Il aimerait insérer dans sa page des images de son ami en peluche, Sam l'écureuil. Comme il a certainement plein de photos de son copain, il n'a qu'à en glisser une dans le numériseur et le tour est joué ! C'est un jeu d'enfant !

La caméra numérique

Pierre-Paul est bien heureux maintenant que son ami Sam l'écureuil soit sur le Web. Il aurait toutefois pu faire d'une pierre deux coups en utilisant une caméra numérique. Photographier son copain et, sans passer au laboratoire de développement, transférer l'image

(sous forme de fichier) dans son ordinateur, l'ouvrir avec un logiciel de traitement de photo (comme Photoshop, par exemple), corriger le nez de Sam et placer la photo dans sa page Web. On avait dit « une pierre, deux coups ». Avez-vous compté ?

Magasiner sur le Net

Il est bien alléchant d'aller « magasiner » sur Internet pour y dénicher des images intéressantes. Rien de plus simple, on trouve une image à son goût, on la sauvegarde sur son disque dur et on lui fait une place dans sa page Web. Toutefois, prenez garde ! Toutes les images ne sont pas gratuites ! Puis, certaines images (des photos en autres) sont protégées par les droits d'auteur. Il vaut toujours mieux demander au propriétaire avant d'utiliser ses images.



Parlons Web

Numériseur

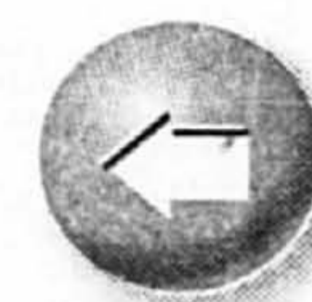
Appareil permettant de transmettre des données graphiques (dessin, photo, texte) d'une feuille directement à votre ordinateur. En vente dans tout bon magasin d'informatique pour quelques centaines de dollars.

Caméra numérique

Caméra utilisée pour photographier et transmettre une photo directement de l'appareil à l'ordinateur. La photo peut par la suite être modifiée et sauvegardée en format image (de préférence en format JPEG). Coût : deux à quatre fois celui d'un numériseur.

Carte-image

La carte-image est une image qui peut contenir un très grand nombre de secteurs sensibles au curseur de votre souris. Chaque point sensible (secteur) reçoit un lien vers une adresse Internet.



Où aller

Photoshop, le logiciel par excellence pour le traitement des images
www.adobe.com/prodindex/photoshop/main.html
Logiciel pour créer des images-liens
www.boutell.com/mapedit/



Les chroniques de « Votre page Web de A à Z » sont présentées dans le cadre de la Course BRANCHEZ-VOUS ! une compétition sur Internet qui amène les participants à créer et animer un site Web pendant quatre mois sur le thème : « Les métiers du XXI^e siècle ! ». Cette année, neuf équipes formées d'étudiants du niveau collégial de tout le Canada, prennent part à la compétition.

DOUBLE ZÉRO SUR L'ELANTRA

ELANTRA
BERLINE GL
à partir de **198\$*** /mois/48 mois

0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ / 0 \$ DE TRANSPORT ET PRÉPARATION



0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ / 0 \$ DE TRANSPORT ET PRÉPARATION

- Roues de 14 po en alliage avec pneus radiaux Michelin
- Aileron arrière de couleur assortie • Phares antibrouillards à l'avant
- Radiocassette stéréo AM/FM de luxe avec lecteur de DC et 4 haut-parleurs
- Télécommande d'ouverture du coffre arrière
- Et encore davantage

Pour 20 \$ de plus par mois
ELANTRA
ÉDITION SPÉCIALE

ELANTRA
familiale GL
à partir de **218\$**** /mois/48 mois

0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ / 0 \$ DE TRANSPORT ET PRÉPARATION



0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ / 0 \$ DE TRANSPORT ET PRÉPARATION

- Roues de 14 po en alliage avec pneus radiaux Michelin
- Console centrale de luxe avec appui-bras et rangement
- Volant et pommeau de levier de vitesses gainés de cuir
- Radiocassette stéréo AM/FM de luxe avec lecteur de DC et 4 haut-parleurs
- Porte-bagages au toit
- Télécommande du volet de réservoir • Et encore davantage

Pour 20 \$ de plus par mois
ELANTRA
familiale
ÉDITION SPÉCIALE

L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE :
5 ANS / 100 000 km (éléments importants)
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard) Incluant : livraison d'essence
• changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

Photos à titre indicatif seulement. Selon les programmes de location de Hyundai Crédit Canada. * Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour l'ELANTRA BERLINE GL 98 à partir de 198 \$/mois et l'ELANTRA ÉDITION SPÉCIALE 98 à partir de 218 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 9 504 \$ et de 10 464 \$, 850 \$ comptant et aucun dépôt de sécurité. Transport et préparation inclus, taxes et immatriculation en sus. ** Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour l'ELANTRA FAMILIALE GL 98 à partir de 218 \$/mois et l'ELANTRA FAMILIALE ÉDITION SPÉCIALE 98 à partir de 238 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 10 464 \$ et de 11 424 \$, 850 \$ comptant et aucun dépôt de sécurité. Transport et préparation inclus, taxes et immatriculation en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km. 8 e par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 30 avril 1998.



LES PARTENAIRES HYUNDAI DU GRAND MONTRÉAL

NORD CHOMÉDEY HYUNDAI 682-6000 DESMEULES HYUNDAI Laval 688-6393 HAMEL HYUNDAI St-Eustache 974-0440	HOUË ET FRÈRES HYUNDAI Terrebonne 471-4647 HYUNDAI AUTO ST-JÉRÔME St-Antoine 432-4252 HYUNDAI BLAINVILLE 434-5484	EST HYUNDAI GABRIEL Anjou 329-7777 HYUNDAI REPENTIGNY 856-7794	CENTRE COITEUX HYUNDAI Montréal 521-3201 METRO HYUNDAI 485-0001	OUEST AUTOMOBILES ULSAN LTÉE Dorval 963-5702 HYUNDAI VAUDREUIL 455-3677 VALLEYFIELD HYUNDAI 370-3330	SUD HYUNDAI CASAVANT St-Hyacinthe 774-6344 / 861-5028 HYUNDAI DE CHATEAUGUAY 699-8555 HYUNDAI LA PRAIRIE 659-2500 HYUNDAI VARENNES 652-4979 / 875-1978	LES AUTOMOBILES CLOGINOR INC. St-Jean-sur-Richelieu 348-0817 LONGUEUIL HYUNDAI 670-2080 SERAY AUTO INC. Chambly 875-1999
---	---	--	---	--	--	--

Montagnier et Gallo partageront le prix

Associated Press
BOSTON

Après s'être livré un long combat scientifique-juridique sur l'attribution de la découverte du virus du sida, les professeurs Luc Montagnier et Robert Gallo vont prochainement partager un prix récompensant leurs travaux sur la recherche contre la maladie.

Le scientifique français, chercheur à l'Institut Pasteur à Paris et au Queen's College à New York, et son collègue américain de l'Université du Maryland se verront décer-

ner conjointement, le 30 avril prochain à Boston, le 10^e prix de la Fondation Warren Alpert.

« Nous aimerions tordre le cou à certains fantômes », a expliqué le John Mekalanos, président du département de microbiologie à l'Université de Harvard et promoteur de cette distinction. « J'ai le sentiment qu'il existe un consensus au sein de la communauté scientifique pour reconnaître que ces deux personnalités doivent être honorées ensemble. »

COURS DE LANGUES ET D'INFORMATIQUE

Pour les jeunes de 9 à 17 ans

Du 6 au 24 juillet 1998
Du 3 au 21 août 1998

Français, Anglais, Espagnol, Informatique, N.B. Les programmes de langues pour les jeunes continuent le samedi pendant l'année scolaire (aussi cours particuliers pour langues et informatique)

- Groupes de 6 à 15 étudiants, plan de formation agréé par la SQDM.
- Inscription continue et tests de classement gratuits pour les cours de langues tous les mercredis de 12 h à 18 h.
- Vous pouvez vous inscrire par téléphone ou par fax avec no de carte de crédit pour les cours d'informatique ou les cours de langues si vous connaissez votre niveau.

Centre-ville 849-8393 postes 709, 719, 1450, rue Stanley, PEEL
Hochelaga-Maisonneuve 255-4651, 4567, rue Hochelaga, VIAU
Du Parc 271-9622, 5550, avenue du Parc (informatique seulement)

loto-québec

649 Tirage du 98-04-18	2 23 24 28 31 35 Numéro complémentaire: 29																
Quebec 49 Tirage du 98-04-18	<table border="1"> <tr> <th>GAGNANTS</th> <th>LOTS</th> </tr> <tr> <td>6/6</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>5/6+</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>5/6</td> <td>22</td> </tr> <tr> <td>4/6</td> <td>1 103</td> </tr> <tr> <td>3/6</td> <td>19 884</td> </tr> </table> <p>Ventes totales: 611 768,50 \$ Prochain gros lot (approx.): 1 000 000,00 \$</p>	GAGNANTS	LOTS	6/6	0	5/6+	1	5/6	22	4/6	1 103	3/6	19 884				
GAGNANTS	LOTS																
6/6	0																
5/6+	1																
5/6	22																
4/6	1 103																
3/6	19 884																
Banco Tirage du 98-04-18	<table border="1"> <tr> <td>1 6 8 13 15</td> </tr> <tr> <td>16 17 23 27 28</td> </tr> <tr> <td>32 37 47 48 53</td> </tr> <tr> <td>54 62 66 69 70</td> </tr> </table> <p>Numéro complémentaire: 20</p>	1 6 8 13 15	16 17 23 27 28	32 37 47 48 53	54 62 66 69 70												
1 6 8 13 15																	
16 17 23 27 28																	
32 37 47 48 53																	
54 62 66 69 70																	
Quintinomy Tirage du 98-04-18	<table border="1"> <tr> <td>3</td> <td>4</td> </tr> <tr> <td>693</td> <td>3394</td> </tr> </table>	3	4	693	3394												
3	4																
693	3394																
Extra Tirage du 98-04-17	<p>NUMÉRO: 549862</p>																
Extra Tirage du 98-04-18	<p>NUMÉRO: 297859</p>																
SUPER 7 Tirage du 98-04-17	<table border="1"> <tr> <th>GAGNANTS</th> <th>LOTS</th> </tr> <tr> <td>7/7</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>6/7+</td> <td>2</td> </tr> <tr> <td>6/7</td> <td>62</td> </tr> <tr> <td>5/7</td> <td>3 245</td> </tr> <tr> <td>4/7</td> <td>69 986</td> </tr> <tr> <td>3/7+</td> <td>63 780</td> </tr> <tr> <td>3/7</td> <td>588 020</td> </tr> </table> <p>Ventes totales: 8 577 810,00 \$ Prochain gros lot (approx.): 7 000 000,00 \$</p>	GAGNANTS	LOTS	7/7	0	6/7+	2	6/7	62	5/7	3 245	4/7	69 986	3/7+	63 780	3/7	588 020
GAGNANTS	LOTS																
7/7	0																
6/7+	2																
6/7	62																
5/7	3 245																
4/7	69 986																
3/7+	63 780																
3/7	588 020																

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

La saison du pollen est en avance

Le verglas devrait réduire la brutalité et la longévité des symptômes allergiques

MARIE-FRANCE LÉGER

Exceptionnellement, la saison du pollen est en avance de deux semaines cette année, entraînant un cortège hâtif de picotement et de larmolement, d'écoulement nasal et de congestion.

Depuis la fin mars, les cèdres, les aulnes, les peupliers et les érables ont commencé à distiller leur pollen à cause des températures plus clémentes — gracieuseté (encore lui!) d'El Niño — ressenties depuis l'hiver dernier.

Toutefois l'épisode du verglas, qui a touché 10 000 arbres à Montréal, a considérablement diminué le niveau de floraison et devrait par conséquent réduire la brutalité et la longévité des symptômes allergiques.

« Si les arbres ont perdu 25 % de leurs branches, c'est 25 % de bourgeons en moins. Les symptômes vont s'exprimer plus tôt, mais au bout du compte on devrait constater que moins de gens ont ressenti des symptômes ou que ces symptômes sont moins forts », a expliqué hier l'aérobiologiste Paul Comtois, du département de géographie de l'Université de Montréal.

Le professeur Comtois analyse depuis 14 ans les indices de pollen pour la région de Montréal. Sans remonter aussi loin, il peut quand même affirmer que la saison actuelle sort de l'ordinaire par rapport aux quatre dernières années. Il a notamment remarqué qu'à cause des hausses de température, les dif-

férentes espèces d'arbres ont tendance à fleurir toutes en même temps au lieu de la séquence habituelle, soit d'abord les cèdres, suivis des aulnes, des peupliers et des érables.

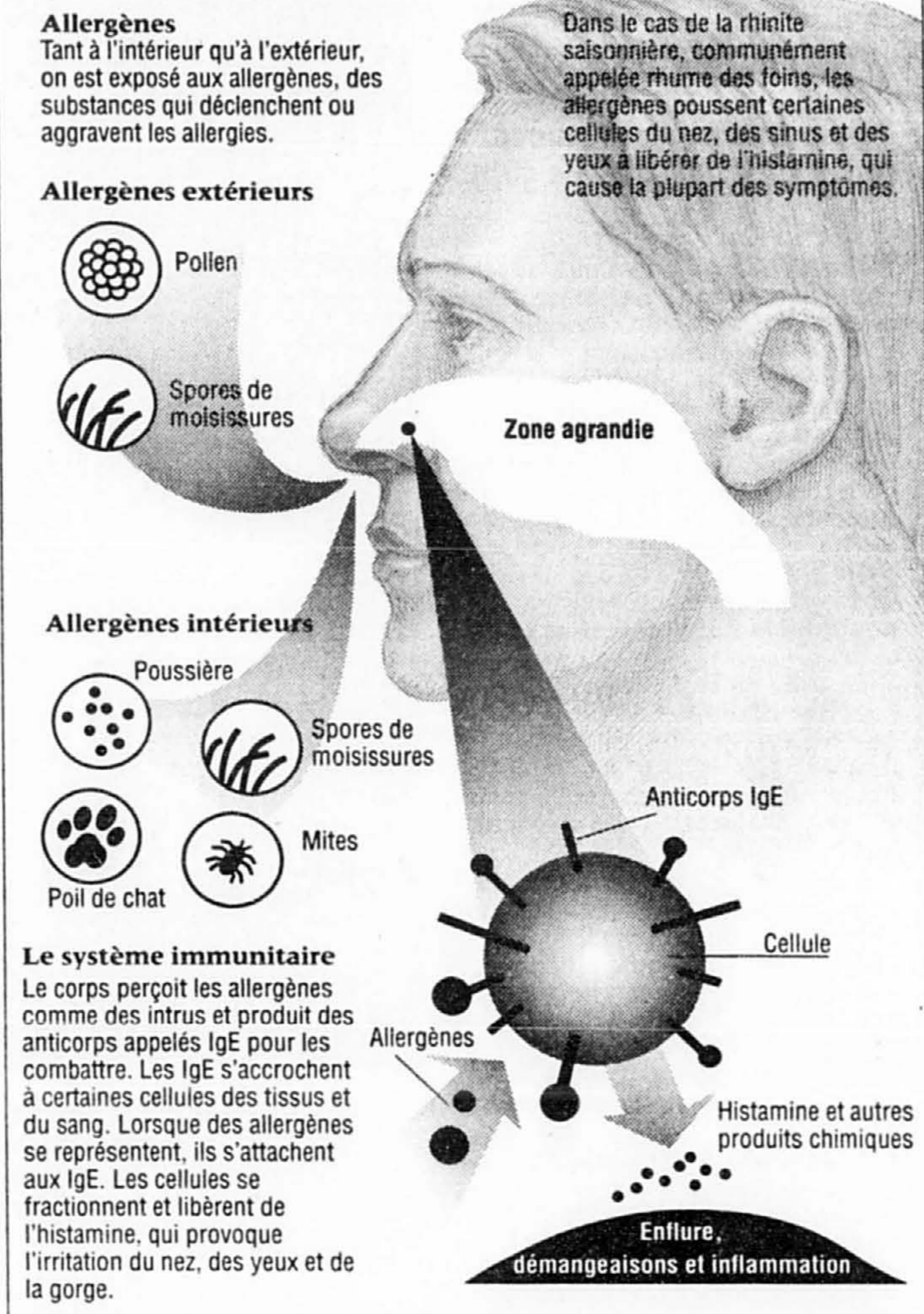
Il est vrai que le début du printemps a été particulièrement chaud à Montréal. Entre le 6 avril et le 15 avril, la température maximum moyenne a été de 15 degrés, contre une normale de neuf. « Nous avons eu un début avril plus chaud de cinq ou six degrés que la température habituelle pour cette période de l'année », a confirmé le météorologue Pierre Dionne, chez Météo-Média.

À la firme privée Aerobiology Research Laboratories — qui fournit notamment les indices de pollen à Météo-Média — on constate par ailleurs que le niveau de pollen dégagé par les érables est plus élevé cette année que l'an dernier. « L'an dernier, le printemps a été assez froid, mais cette année, à cause de la chaleur, les arbres se rattrapent. Mais je crois qu'à cause du verglas de janvier, ça a quand même tempéré un peu l'ardeur des érables », a souligné Mme Frances Coates, propriétaire de la compagnie.

Une enquête menée par la Direction de la santé publique en 1995, révélait qu'au mois d'avril 3,7 % des Montréalais éprouvaient des symptômes d'allergies respiratoires, soit environ 65 000 personnes. « En mai, ça monte à 6,1 % avec les autres arbres et les graminées, puis 6,6 % en juin, 6,1 % en juillet et ça remonte à 11,2 % au mois d'août avec l'herbe à poux », a indiqué le docteur Louis Drouin, responsable de la santé environnementale à la Direction de la santé publique. Le

Quand les allergies frappent

Une crise d'allergie se déclenche lorsque le système immunitaire réagit de manière excessive et produit des anticorps pour lutter contre des substances comme le pollen, les moisissures, le poil de chat et les mites.



Infographie La Presse

message, c'est donc qu'à part les bons vieux antihistaminiques, il faut mieux prendre son mal en patience...

Et alors ? avance la nouvelle doyenne du monde

Associated Press
ALLENTOWN, Pennsylvanie

En apprenant qu'elle devenait officiellement la nouvelle « doyenne de l'humanité », Sarah Knauss, une Américaine de 117, ans n'a eu qu'un mot : « Et alors ? »

Après le décès jeudi de la Québécoise Marie-Louise Meilleur, également âgée de 117 ans mais née 26 jours plus tôt que Sarah Knauss, celle-ci a repris le flambeau depuis sa maison de retraite d'Allentown, en Pennsylvanie, où elle vit depuis sept ans.

Les péchés mignons de la vieille dame sont les gâteaux au chocolat au lait, les noix de cajou et les frites. Elle regarde aussi volontiers le golf à la télévision. Son oeil est resté assez vif pour lui permettre de lire les journaux du matin, mais elle est pratiquement sourde et toute conversation lui devient difficile.

Selon le Guinness des records, Mme Knauss est née le 24 septembre 1880. Elle a épousé Abraham Lincoln Knauss, surnommé « Abe », en 1901. Ce dernier, un responsable républicain du comté de Lehigh, est mort en 1965 à l'âge de 86 ans.

Le couple a eu une fille, Kathryn Sullivan, aujourd'hui âgée de 93 ans. « C'est une personne très tranquille et rien ne la déconcerte », a commenté cette dernière, en estimant que « c'est pour ça qu'elle a vécu si longtemps ».

Le « record du monde » de longévité appartient néanmoins toujours à l'Arlésienne Jeanne Calment, décédée le 4 août 1997 à l'âge de 122 ans et 164 jours.

De la mari parmi des membres amputés

Associated Press
CORPUS CHRISTI, Texas

Les douaniers texans n'en sont pas revenus. Ils ont en effet découvert pour plus de 5,5 millions de dollars de cocaïne et de marijuana dissimulés dans des sacs de déchets hospitaliers contenant notamment des membres amputés...

« Je n'ai jamais rien vu de tel », a confié l'agent Chuck Roberson. « J'ai déjà vu des gens essayer de faire passer la drogue par tous les moyens possibles. Mais là, il y avait une jambe amputée et des intestins... »

Cette découverte a été faite dans le camion d'une blanchisserie de Corpus Christi (Texas), intercepté mercredi près de la frontière avec le Mexique grâce à la vigilance des chiens-policiers. Les douaniers ont saisi 1,04 tonne de marijuana et 51 kilos de cocaïne dans 103 paquets dissimulés au milieu de sacs de linge sale et de déchets hospitaliers.

Des livres, pas du béton, réclament des usagers

ANDRÉ NOËL

Des représentants d'usagers des bibliothèques de la Ville de Montréal affirment qu'ils vont profiter d'une prochaine consultation publique pour réclamer plus de livres, plutôt que du béton. La Ville prévoit des audiences en mai sur l'avenir de son réseau de bibliothèques.

« On ne peut pas s'opposer à la construction d'une Grande Bibliothèque, dit Louis Poisson, du groupe des Amis de la bibliothèque Vanier (une bibliothèque de quartier). Mais est-ce vraiment la priorité, quand on sait que Montréal n'a même pas d'argent pour relier ses nouveaux livres ? »

« Les enfants et les personnes âgées de Rivière-des-Prairies n'iront pas à la Grande Bibliothèque le samedi matin pour emprunter des livres », prévient Alain Tru-

deau, président des Partenaires de la bibliothèque Benny.

« Pour développer les habitudes de lecture, il faut offrir aux citoyens des bibliothèques bien fournies pas loin de chez eux. C'est ça la priorité. Mais depuis deux ou trois ans, les services sont réduits. Les heures d'ouverture sont limitées dès le mois de mai. Il n'y a plus d'animation. Les livres manquent. »

Anne-Marie Bourdouxhe, du service des communications de l'Université McGill, s'est jointe à un groupe d'usagers pour promouvoir les services de bibliothèque de base. Elle estime que le débat sur le projet de Grande Bibliothèque est mal enclenché. « Le gouvernement doit aider la Ville de Montréal à regarnir son réseau de bibliothèques avant de dépenser 75 millions de dollars pour une Grande Bibliothèque, dit-elle. Actuellement, même des livres commandés par la Ville pour son 350^e anniversaire ou des biographies populaires de personnages historiques québécois sont introuvables ! »

Helen Fotopolos, conseillère de l'opposition, craint que Montréal

soit le dindon de la farce dans le projet de Grande Bibliothèque (GB), que pilote la ministre de la Culture, Louise Beaudoin, et un ancien ministre péquiste, Clément Richard.

La Ville va céder plus de 500 000 livres de sa collection de sa bibliothèque centrale (située rue Sherbrooke) à la GB : au départ, ce sera là la seule collection universelle de la GB. La plupart des autres livres — 350 000 volumes proviendront de la Bibliothèque nationale — ne seront pas disponibles pour le prêt.

Tous les Québécois pourront dorénavant emprunter les livres actuellement réservés aux Montréalais, et que ceux-ci ont payé avec leurs impôts fonciers. Autrement dit, les Montréalais auront alors un accès moins facile à leurs propres livres, du moins au cours des premières années. Montréal sera la seule ville à contribuer au budget de fonctionnement de la GB et à ses acquisitions alors que la GB servira à tous, souligne Mme Fotopolos.

Alors que les promoteurs du projet de GB prévoient dépenser 10 millions de dollars seulement pour

la construction d'un stationnement de 400 places, la plupart des bibliothèques de quartier de Montréal ont moins de deux livres par habitant, dit Mme Fotopolos. Les autres grandes villes canadiennes ont quatre livres par habitant, mais des quartiers comme Pointe-aux-Trembles et Rosemont en ont moins d'un.

Clément Richard, président du Comité sur le développement d'une très grande bibliothèque, affirme de son côté que la GB sera le « navire amiral ». « La construction de la GB va stimuler l'engouement pour la lecture, dit-il. À Montréal, ce qui manque, ce n'est pas tant des bibliothèques de quartier qu'une bonne bibliothèque centrale. »

Philippe Sauvageau, président de la Bibliothèque nationale, estime que la construction de la GB est « un extraordinaire cadeau » du gouvernement québécois aux Montréalais. Il prévoit que le budget d'acquisition sera d'environ quatre millions de dollars par année, ce qui aidera Montréal à avoir rapidement une collection comparable à celle des autres grandes villes.

SUPERAUBAINE POUR LA FÊTE DES MÈRES!

Batterie HI SENSE 10 pièces
Fabrication italienne
Acier inox 18/10
(fond triple couche)
17999\$
Cour. 499,99\$

Nous avons les cadeaux parfaits pour bien fêter Maman!

Service de vaisselle 20 pièces
1999\$
Cour. 59,99\$

Économisez 20% à 60% sur des articles ménagers de grandes marques

Coutellerie de qualité
44 pièces en acier inoxydable
5999\$
Cour. 129,99\$

Nous adorons les mamans!

Ustensiles en acier inox lourd
À compter de **299\$**
Cour. jusqu'à 19,99\$

Vaisselle en céramique peinte à la main
Fabrication italienne
À compter de **399\$**
Cour. jusqu'à 12,99\$

Fabriqués en Italie
Verres à vin
Ensemble de 4 **1799\$**
Cour. 24,99\$

Cadres pour photos variés
À compter de **399\$**
Cour. jusqu'à 39,99\$

Panier à pique-nique en osier 21 pièces
2999\$
Cour. 59,99\$

BENIX & CO.
IMPORTATEURS D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ
Lundi-mercredi 10 h - 18 h - Jeudi-vendredi 10 h - 21 h
Samedi 9 h - 17 h - Dimanche 10 h - 17 h
SOLDES: LIMITE 1 PAR FAMILLE, JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS

PASSEZ À L'UN DE NOS 2 MÉGA-ENTREPÔTS!
DEUX IMMENSES MAGASINS REMPLIS D'AUBAINES!

3213, AUTOROUTE 440
Chomedey, en face du Carrefour Laval, à côté de Yellow Plus

7335, BOUL. DÉCARIE
angle Jean-Talon, face à la station Namur

ACHETONS TOUT SUR LE HOCKEY 1901 à 1969

- Cartes de hockey
- Photos de hockey
- Jetons • Programmes
- Cartes de baseball

COLLECTION SPORT AZ (514) 473-2822
Allons à domicile

Bâtissez du solide.

Les recherches prouvent que les exercices des articulations portantes (marche ou danse) aident à former la masse et à maintenir la santé osseuse.

Fondez-vous sur des faits.

Défi santé : notre responsabilité à tous Inc. avec PARTICIPATION MD

Prenez le large!

Atteignez un nouvel équilibre.

new balance®

Grâce à nos largeurs multiples, de AA à EEEE, nous vous garantissons un ajustement parfait, à chaque fois.

Venez rencontrer des membres de l'équipe de développement de produits New Balance au magasin de la rue St-Denis le :

samedi 25 avril

Pour souligner l'événement, un cadeau d'une valeur de 25 \$ sera remis avec chaque achat de produits New Balance, vêtements et chaussures, de 100 \$ et plus. (100 items à donner).

1745, CH. CHAMBLY (ANGLE CURÉ-POIRIER) LONGUEUIL 674-4436
4452, SAINT-DENIS, MONTRÉAL 499-9600
2524, DANIEL JOHNSON (FACE AU CARREFOUR LAVAL) 978-9822

*Nos modèles ne sont pas tous disponibles dans toutes les largeurs.

L'arrière-petite-fille de Louis-Joseph Papineau veut que la place Pasteur reste ouverte à tous

ANDRÉ NOËL

Quand Louis-Joseph Papineau a donné le terrain qui forme aujourd'hui la place Pasteur, rue Saint-Denis, c'était à la condition « qu'il serve toujours de place publique ». Son arrière-petite-fille, Anne-Marie Bourassa, estime que la Ville de Montréal devrait respecter les volontés de son aïeul.

Mme Bourassa est âgée de 91 ans, mais elle continue de suivre avec attention l'actualité. Elle est la fille d'Henri Bourassa, fondateur du Parti nationaliste et du quotidien *Le Devoir* au début du siècle, et arrière-petite-fille de Louis-Joseph Papineau, le célèbre leader de la Rébellion de 1837.

C'est avec consternation qu'elle a pris connaissance de la volonté de la Ville de Montréal de céder la place Pasteur à l'Université du Québec à Montréal. L'UQAM exige cette cession afin de mieux maîtriser les jeunes marginaux qui se rassemblent dans ce petit parc, situé en face de ses bâtiments administratifs, entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine.

« Il faut respecter l'intention du donateur, a dit Mme Bourassa à *La Presse*, hier. Louis-Joseph Papineau voulait que le terrain soit une place publique. Je ne comprends pas comment on pourrait chercher à limiter la présence de certains jeunes, même s'il s'agit de marginaux. Ces jeunes, il faut bien qu'ils soient quelque part. La place doit rester ouverte à tous ! »

Mme Bourassa n'est pas la seule descendante à se poser des questions sur cette transaction, qui est sur le point d'aboutir. Jacqueline

Desbaillets a 76 ans. Louis-Joseph Papineau a donné naissance, entre autres, à Napoléon (grand-père d'Anne-Marie Bourassa) et à Amédée. À son tour, Amédée a donné naissance à un autre Louis-Joseph, le grand-père de Mme Desbaillets.

« J'ai beaucoup de sympathie pour ces jeunes à la dérive, a dit Mme Desbaillets. Je ne sais pas quelle est la solution, pour eux. Mais je sais une chose : je suis contre la vente des parcs. Je ne vois pas pourquoi la Ville vendrait cette place. »

La Ville de Montréal n'a pas consulté les descendants du donateur. Ses services juridiques étudient le dossier. La rectrice de l'UQAM, Paule Leduc, a rencontré le maire Pierre Bourque, pour lui demander d'avoir la place.

L'UQAM veut limiter les rassemblements de jeunes marginaux, indiquent des documents internes de l'Université. Une étude affirme que la vocation de place publique du parc Pasteur soulève « plusieurs préoccupations d'ordre social dues à sa fréquentation et à son achalandage, principalement par les jeunes marginaux ».

« L'image institutionnelle de l'UQAM est affectée », affirme l'étude, selon laquelle il y a « interaction dans le déroulement et la te-



Anne-Marie Bourassa, arrière-petite-fille de Louis-Joseph Papineau : « Mon arrière-grand-père voulait que son terrain soit une place publique. Je ne comprends pas comment on pourrait chercher à limiter la présence de certains jeunes, même s'il s'agit de marginaux. »

ne d'activités protocolaires reliées à la venue de visiteurs ou à la tenue d'événements par l'administration. « La présence de jeunes marginaux s'est amplifiée de façon importante au cours de la dernière année », ajoute l'étude.

Lucie Rozon, productrice du volet extérieur du Festival juste pour rire, a dit que la cession de la place Pasteur à l'UQAM lui posait de sérieux problèmes. Même si l'UQAM n'est pas encore propriétaire du terrain, elle a écrit au Festival pour lui demander des frais de location.

« Au début, l'UQAM nous demandait 18 000 \$ pour quatre terrains, dont la place Pasteur. Finalement, elle a réduit cette demande à 4500 \$. Mais surtout, l'UQAM veut entourer les zones gazonnées de la place de clôtures hautes de cinq pieds pour empêcher les jeunes de s'y installer. Pour nous, ça veut dire qu'on ne pourrait pas rassembler 1500 personnes dans cet endroit, tel qu'on le prévoyait. »

« La volonté de l'UQAM de limiter la présence de jeunes marginaux est absurde, ajoute Mme Rozon. On tasse le monde plutôt que de s'attaquer aux sources du problème. Il en faut des endroits pour ces jeunes ! Sinon, qu'on leur donne les moyens de vivre une vie normale. »

Au cours d'une audience publique de la Communauté urbaine de Montréal, cette semaine, des jeunes habitués de la place ont dit que les policiers avaient déjà commencé à les chasser de l'endroit, en leur disant que c'était un terrain privé. Personne n'a répondu à nos demandes d'entrevues à l'UQAM, vendredi.

Le projet de Voisey's Bay n'est plus rentable

Presse Canadienne
SAINT-JEAN, Terre-Neuve

Le projet de mine de nickel de Voisey's Bay n'est plus rentable, affirme l'une des plus anciennes et des plus importantes sociétés d'investissement des États-Unis.

Goldman Sachs, société de placements et d'opérations bancaires de New York, a rendu public hier un rapport détaillé qui jette un doute sur le projet d'Inco Ltd., sur lequel la province fonde beaucoup d'espoir.

Même si les revendications territoriales et les demandes de compensation des autochtones ont été réglées, la compagnie de nickel de Voisey's Bay pourrait être dans l'impossibilité de poursuivre son projet minier au Labrador tel qu'il est présenté actuellement, souligne le rapport qui a été obtenu par le *St. John's Telegram*.

Le prix peu élevé du nickel — qui constitue le principal obstacle —, un régime fiscal incertain, des coûts d'électricité élevés et des coûts d'immobilisation énormes ont rendu le projet irréalisable, précise l'analyste de l'entreprise, Amy Gassman.

« Le projet de Voisey's Bay, tel qu'il a été conçu initialement, et tel qu'il a été adapté pour refléter les exigences économiques de divers groupes, n'est plus viable et n'est pas en mesure de générer des revenus adéquats pour Inco », souligne le rapport.

Le projet est déjà embourbé dans les retards, et Mme Gassman croit que d'autres pourraient se produire à mesure que le projet évoluera.

Dans son rapport pour Inco, daté du 30 mars, Mme Gassman recommande différentes options à l'entreprise. Celle-ci pourrait raffiner et fondre le nickel dans les usines existant déjà à Sudbury, au Manitoba ou en Asie ; réduire la quantité de nickel produit ; ou réduire et reporter la mise en route de la portion souterraine du projet. Pour sa part, le gouvernement de Terre-Neuve juge le projet viable et finançable. Bruce Hollett, principal négociateur de la province auprès d'Ottawa et d'Inco, précise que les responsables ont consulté plusieurs experts, et que le projet est l'un des « projets les plus rentables au monde ».

EN BREF

Bellini quitte la présidence de BioChem

Le président de BioChem Pharma, Francesco Bellini, quittera son poste à la fin d'avril, écrivait hier le *Financial Post*. Il demeurera cependant chef de la direction de la compagnie pharmaceutique lavalloise. La porte-parole de BioChem, Michèle Roy, a indiqué qu'il s'agissait d'une décision stratégique. Cela n'a rien à voir avec les événements qui ont marqué l'histoire récente de l'entreprise, a-t-elle dit. Le docteur Bellini sera remplacé dès le 4 mai à la présidence par M. Jacques Lapointe, ancien cadre chez le géant de la pharmacologie Glaxo Wellcome plc. M. Lapointe deviendra aussi chef de l'exploitation.

Enquêtes sur des transactions boursières avant la fusion

Les Bourses de Toronto et de New York enquêtent sur des transactions effectuées juste avant l'annonce, vendredi, de la fusion entre les banques Toronto-Dominion et CIBC. Un porte-parole de la Bourse de Toronto a indiqué qu'une fuite aurait pu survenir après des rumeurs de fusion, jeudi. « C'est difficile à dire, mais il semble qu'il n'y ait pas de fumée sans feu », a indiqué le directeur de la surveillance des marchés, Neil Winchester. La Bourse de Toronto ne commente jamais les enquêtes en cours, mais M. Winchester a ajouté : « Si on remarque une fluctuation soudaine du volume d'activités ou du titre d'une société, il est naturel que l'on se penche là-dessus ». La Bourse de New York a aussi confirmé qu'elle menait une enquête, sans commenter davantage.

Robert Gratton, de Power, le dirigeant le mieux payé

Robert Gratton, président-directeur général de Corporation financière Power, est maintenant le dirigeant d'entreprise le mieux payé au Canada avec des revenus de 27,4 millions. Les revenus de M. Gratton incluent une somme de 23,5 millions en options d'achat d'actions, le profit le plus élevé sur des options à avoir été réalisé jusqu'à maintenant en 1997 par un dirigeant d'entreprise canadien. Son revenu annuel est maintenant plus élevé que celui de Frank Stronach, président de Magna International, qui était considéré depuis plusieurs années comme le dirigeant le mieux payé au Canada. Les revenus records de 47 millions \$ gagnés en 1995 par M. Stronach demeurent cependant inégalés. Jusqu'à ce que les revenus de M. Gratton soient rendus publics jeudi, M. Stronach était aussi le cadre le mieux payé en 1997 avec 26,5 millions, provenant surtout de frais de consultation. Gerald Schwartz, président-directeur général de Onex Corp., vient en troisième place.

Nouvelle amende pour une biscuiterie-pâtisserie

RAYMOND GERVAIS

Pour la septième fois depuis deux ans, la Boulangerie Elmont, située au 8275, rue Durocher, à Montréal, une biscuiterie-pâtisserie se spécialisant dans la vente de produits en gros, a été condamnée à une amende de 2000 \$, après avoir été reconnue coupable d'avoir enfreint les règles les plus élémentaires d'hygiène en alimentation.

Cette boulangerie est bien connue par les inspecteurs du ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec ainsi que par ceux de la CUM.

Cette fois, c'est un état généralisé de malpropreté des locaux, du matériel et de l'équipement servant à la préparation des aliments qui a amené les fonctionnaires du MAPAQ à porter des accusations contre la boulangerie fautive. L'amende a été imposée le 27 février dernier et l'infraction date du 18 avril 1996. La Boulangerie Elmont a écopé depuis deux ans d'un total de 12 500 \$ d'amende.

Par ailleurs, une autre pâtisserie de Montréal, la Boulangerie Isack's bagel, du 1315, rue Bellechasse, a écopé une amende de 1000 \$ après avoir été reconnue coupable d'avoir eu des rongeurs et des insectes et de n'avoir pas exigé que son personnel porte une résille. Les infractions reprochées ont été commises le 5 juillet et le 23 août 1995.

À Saint-Sauveur, le Restaurant Da Tullio's, 389, rue Principale, a été condamné à une amende de 2000 \$ pour avoir, le 9 octobre 1996, gardé un établissement malpropre. Lorsque les inspecteurs du MAPAQ se sont présentés à ce restaurant, les locaux, le matériel et l'équipement servant à la préparation des aliments n'étaient pas propres. Le jugement a été rendu le 23 février dernier.

À La Minerve, la colonie de vacances Jardin D'Israël a elle aussi écopé une amende de 2000 \$ après

avoir été reconnue coupable d'une infraction semblable. La faute a été commise le 9 juillet 1997 et le jugement a été rendu le 25 février 1998. À Sainte-Thérèse, le restaurant la Maison Chiu, 315, boulevard Labelle, a écopé une amende de 250 \$ après avoir été reconnu coupable d'avoir mal conservé des aliments altérables à la chaleur. L'infraction a été commise le 24 septembre 1996 et le jugement a été rendu le 25 février 1998.

En Montérégie, à Greenfield Park, le restaurant Spaggios, 4815, boulevard Taschereau, a été condamné à une amende de 2000 \$ après avoir été reconnu coupable de malpropreté générale le 30 janvier 1998. L'infraction reprochée remonte au 11 juillet 1997.

À Granby, le restaurant Nickel's, 603, rue Principale a écopé une amende de 750 \$ après avoir été reconnu coupable d'avoir procédé à la décongélation de viande à une température ambiante de plus de 4 degrés en plus d'avoir conservé des produits altérables à la chaleur sans les maintenir à une température égale ou inférieure à 4 degrés. Les infractions remontent au 7 septembre et au 3 octobre 1995. La Cour a rendu sa décision le 17 février dernier. À Tracy, le Restaurant Sai-Woo, 1125, route Marie-Victorin a écopé une amende de 500 \$ pour avoir conservé des aliments périssables à une température égale ou inférieure à 4 degrés. Les deux infractions ont été commises le 5 et le 28 novembre 1996. À Laval, le Buffet chinois Fu Lam, 1600, boulevard Le Corbusier, a été condamné à une amende de 250 \$ pour avoir, en date du 23 août 1996, conservé des aliments à une température inadéquate. La Cour a rendu sa décision le 19 février dernier.

Célébrités...



Félicitations Julie Charland

Toutes nos félicitations à Julie Charland, fille de Nicole Arnault et d'André-Gilles Charland, qui vient d'obtenir sa maîtrise en kinanthropologie.

Nous lui souhaitons également beaucoup de succès dans son entreprise ErgoLab Experts-Conseils, firme professionnelle de consultation en ergonomie.

Composer le 285-6999 ou 285-7274

La Presse

Appels interurbains sans frais : 1 800 361-5013



Tout d'Indulgence,
de Bonté, de Miséricorde.
Jesus, j'ai confiance en Toi.

La Presse

ANIMAUX DOMESTIQUES

Rubrique 220



3 lignes d'annonce

4 jours consécutifs

pour seulement 28,98 \$

pour seulement 28,98 \$ taxes

Les petites annonces

285-7111 Appels interurbains sans frais : 1 800 361-5013



Air Canada

C'est

FUNASTIQUE!

1-800-957-2222

• Prix compétitifs

• Service rapide et courtis

• Livraison de billets à domicile

AGENT AUTORISÉ

Parmis du Québec

Jeune femme romantique cherche planète idéale

CHARLES GRANDMONT
collaboration spéciale

Sa voix chantante grésille à l'autre bout du fil. « Non, tu ne me déranges pas, je suis juste en pleine discussion sur la sexualité avant le mariage. »

Le réseau téléphonique en Inde est vraiment pourri. Les mots se perdent dans la friture. « J'essaie de faire comprendre à la mère de la famille qui m'héberge que ce n'est pas interdit au Québec d'avoir des relations sexuelles avant le mariage. C'est vraiment fascinant, les chocs culturels de la Course... »

Même à des milliers de kilomètres, Robin McKenna dégage la même candeur que dans ses reportages. À cela s'ajoutent les airs de séductrice qui lui ouvrent tant de portes dans sa course autour du monde, qui lui permettent de parler de sexe autour d'une table de cuisine de Jodhpur avec la même aisance que si elle était avec des amis d'enfance à une terrasse de la rue Saint-Denis.

De tous les concurrents de la Course destination monde de cette année, Robin est sans contredit la plus romantique. Une jeune anglo de Montréal un peu zen, animée d'une philosophie où Karl Marx et Bouddha se côtoient tous les jours. Étudiante au Collège d'études humanistes de l'Université Concordia, elle décide de tout plaquer à 22 ans pour « vivre la théorie plutôt que de l'étudier ».

Premier arrêt de sa course: Cuba, ce laboratoire grandeur nature où, pensait-elle, le communisme prouvait envers et contre tous qu'il était le meilleur système de l'univers. « J'ai été un peu déçue », dit-elle. Les vertus du régime de Fidel Castro ne lui sautent pas au visage à chaque coin de rue. Elle s'aperçoit de la distance qui la sépare des Cubains, mais elle accuse le coup



Robin McKenna est la plus jeune concurrente de la Course.

avec sérénité. « C'est parfois drôle la différence entre ce que j'ai dans la tête et ce que je découvre dans la réalité. »

Son reportage sur l'idéal cubain

est mal accueilli. « J'ai été critiquée pour ce film parce qu'il était trop général et n'allait pas assez en profondeur. Maintenant, je cherche plus les petites histoires, comme celle de cette femme en Russie qui a un doctorat en sexologie, dans un pays où la plupart des femmes se prostituent parce qu'elles n'ont pas assez d'argent. »

En plus des pays qu'elle visite, la Course elle-même, avec son lot de contraintes, l'oblige à rectifier son tir. « J'ai trouvé ça plus dur que je m'y attendais. Au début, je me sentais très jeune et choyée par la vie, mais là, j'ai l'impression que j'ai été jetée à la mer et que je dois garder la tête hors de l'eau. »

Séduite par tous les mythes entourant la Course, elle oublie de se préparer à affronter le doute et la solitude, inséparables compagnons de route des concurrents. « J'ai eu un choc en me rendant compte des difficultés de création. Je ne con-



naissais presque rien de la caméra et je sentais que je ne faisais pas ce que j'étais capable de faire. Maintenant, ça va mieux. Je n'ai pas encore perdu ma caméra et les images que je ramène me surprennent souvent. »

De tous les concurrents, Robin est celle qui a choisi de visiter le moins de pays. Après Cuba, elle est allée au Pérou, au Mexique, en France et au Kenya. Quand *La Presse* lui a parlé le mois dernier, elle terminait un long séjour en Inde. « Je voulais aller partout en Asie, mais au dernier moment, j'ai décidé de rester deux mois en Inde

pour aller plus en profondeur. C'est une très bonne décision parce que je comprends plus ce qui se passe. Aux autres endroits, j'avais l'impression d'être arrachée quand il fallait que je parte. »

Après un saut en Russie, elle rentrera cette semaine à Montréal, après presque cinq mois de voyage. Que fera-t-elle à son retour? « Il ne faut pas me demander ça », lance-t-elle en pouffant de rire. Après quelques instants de réflexion, elle dit vivre un « nouveau départ », les exigences de la Course lui ayant permis d'acquiescer une certaine discipline. « Je sais que je vais revenir plus vieille, plus sage et plus forte. »

Et cette grande virée autour du monde lui a ouvert les yeux. « J'avais beaucoup de rêves romantiques sur les autres cultures, mais Montréal me manque. Je réalise que j'adore cette ville et j'ai envie de rester là pour la vie. »

Le terrorisme intérieur est en hausse aux États-Unis

Agence France-Presse
WASHINGTON

Trois ans après l'attentat d'Oklahoma City, qui a fait 168 morts le 19 avril 1995, le terrorisme intérieur apparaît en hausse aux États-Unis, où sont désormais répertoriés plus d'un millier de groupuscules antigouvernementaux plus ou moins organisés.

En trois ans, le nombre d'enquêtes menées par le FBI sur des affaires de terrorisme intérieur est passé de 100 à plus de 900, selon un récent rapport du Southern Poverty Law Center (SPLC), organisme indépendant spécialisé dans la surveillance de la mouvance antigouvernementale.

« Il y a une augmentation des enquêtes », confirme un porte-parole du FBI, Steve Berry.

« Nous avons vu un complot terroriste sérieux presque chaque mois » depuis Oklahoma City, explique à l'AFP Mark Potok, responsable du SPLC.

Son rapport fait état de complots destinés à faire exploser des ponts et des bâtiments, assassiner des personnalités officielles, envahir des bases militaires, dévaliser des banques, faire dérailler des trains...

Le 18 mars, trois membres d'une milice du Michigan (nord-est) ont été arrêtés: ils auraient projeté de faire exploser des bâtiments fédéraux, une chaîne de télévision et un échangeur d'autoroute.

Quelques semaines plus tôt, le FBI avait arrêté à Las Vegas deux hommes soupçonnés apparemment de tort de vouloir utiliser du bacille de charbon à des fins terroristes.

La même semaine, les autorités fédérales signalaient le vol d'une tonne d'explosifs à Sligo (Pennsylvanie, nord-est).

Entre 1996 et 1997, les groupuscules d'incitation à la haine (néonazi, skinhead, défenseurs de la suprématie blanche, sectes religieuses comme l'« Identité chrétienne ») ont augmenté de 20 %: ils seraient désormais près de 500.

S'y ajoutent 850 groupes « patriotes » dont 400 seraient organisés en milices armées à travers tout le pays.

Le terrorisme reste cependant le fait d'une minorité.

Ce « n'est pas un mouvement organisé », souligne Mitchell Hamers, expert de l'American University à Washington. Il émane tant « d'un employé contrarié, que de milices qui voient la violence comme le moyen de traiter avec le gouvernement ».

Mais, ajoute-t-il dans une interview par téléphone, « ce terrorisme est une menace croissante, il est plus organisé, notamment au sein des milices ». Et poursuit-il, « il ne se limite plus à des bombes artisanales, comme à Oklahoma City, mais implique aussi des armes de destruction plus avancées et plus sophistiquées, comme les armes chimiques ou biologiques ».

Pour la police, plus que les milices, ce sont les groupuscules autonomes et sans leader, où les individus agissent seuls, qui restent les plus difficiles à contrer.

VOUS AVEZ LE CHOIX!

LES 20 ET 21 AVRIL SEULEMENT

ENTRETIEN GRATUIT!

Corolla 1998
229\$* / mois*48 mois
0\$ Transport et préparation inclus.
comptant

*Baill 48 mois. Premier versement et dépôt de sécurité exigés. Allocation de 96 000 km, 7c du km excédentaire. Taxes et assurance en sus.

LEXUS TOYOTA 3333, Côte de Liesse Saint-Laurent
Gabriel 748-7777

Integra 1998
278\$ / mois

Transport et préparation inclus. Garantie limitée 5 ans / 100 000 km, assistance routière, programme d'entretien Acura

- Climatiseur
- Lecteur D.C.
- Volant ajustable
- Vitres et miroirs électriques

ACURA 4648, boul. St-Jean
Gabriel 696-7777
Télécopieur: 696-3574

Altima GXE 98
298\$ / mois

Transport et préparation inclus. Location 36 mois. 60 000 km inclus. Excédentaire à 8c. Valeur résiduelle garantie. Constatant ou échange équivalent 1 795\$. Taxes, licences et assurance en sus.

- Régulateur de vitesses
- Climatiseur
- Banquette arrière rabattable 60-40
- Radio AM / FM cassette
- 4 haut-parleurs
- Puissant moteur de 150 chevaux
- Verrouillage électrique des portes

Votre satisfaction nous tient à coeur!

NISSAN 7010, Henri-Bourassa Est Anjou
Gabriel 324-7777

JUSQU'À 4 ANS SANS TRACAS

AUTOMAX
SUPERMARCHÉ D'OCCASIONS

3535, Chemin Côte de Liesse
Sortie Rockland, Ville St-Laurent
748-2222

AUTO GARANTIE
Gabriel
LES SPÉCIALISTES EN VOITURES D'OCCASION

7020 Henri-Bourassa Est
Ville d'Anjou
327-3333 Fax: 327-0828

CR-V 1998
298\$ / mois
Transport et préparation inclus! **???** Comptant
*Baill 48 mois taxes en sus. SELON KILOMÉTRAGE

4.8% 60 MOIS SUR CIVIC

Département de service ouvert du lundi au jeudi jusqu'à 20 h 30

HONDA 7020, Henri-Bourassa Est Anjou
Gabriel 327-7777

Protégé 98 SE
à partir de: **179\$** / mois
Transport et préparation inclus

AUTRES OPTIONS DE LOCATION	
Comptant	Paiement
1 000\$	208 \$/mois
0\$	239 \$/mois

5333, rue St-Jacques Montréal
Gabriel 484-7777

Accent 1998
À partir de **178\$** / mois
0\$ comptant

Transport et préparation inclus. * Baill 48 mois, 20 000 km alloués, 8c du km additionnel. Valeur résiduelle garantie. Taxes et assurance en sus.

HYUNDAI 7020, Henri-Bourassa Est Anjou
Gabriel 329-7777

Gabriel
www.gabriel.ca

APPELEZ-NOUS POUR ÉPARGNER

Têtes d'affiche

Adressez vos communiqués à:
Têtes d'affiche
La Presse
7, rue St-Jacques
Montréal H2Y 1K9

Nous entrons aujourd'hui dans la Semaine de l'action bénévole, moment privilégié pour rappeler que beaucoup de services et d'organismes fonctionnent grâce aux quelque 31 000 Québécois qui donnent bénévolement de leur temps, de leur expérience et de leur attention dans 105 centres d'action du Québec. Ce sont en fait près de la moitié des Québécois (trois millions selon une étude datant de 1994) qui oeuvrent bénévolement au sein d'une multitude d'organismes. Cette semaine sera la consécration de 17 d'entre eux, à titre individuel et d'autant d'organismes, dans autant de régions. Le premier ministre Lucien Bouchard et la ministre Louise Harel participeront à cette première remise de prix du bénévolat qui comptera trois prix additionnels pour l'intervention communautaire lors de la crise du verglas.

■ L'école Vanguard et la fondation Nouvelle dimension, qui se préoccupent du mieux-

être de personnes ayant des troubles d'apprentissage, tiendront un tournoi de golf bénéfique, le 3 juin, au club de golf de Saint-Césaire. Coût: 150 \$. Renseignements: 935-8500.

■ Quillothon des Grands frères et Grandes soeurs de l'ouest de l'île les 18 et 19 avril ainsi que les 2 et 3 mai, au salon de quilles Laurentian, 222, montée de Liesse, à Saint-Laurent. On demande de former des équipes de cinq personnes qui joueront deux parties. Coût: 6 \$. Prix de présence. Renseignements: 684-6100 (2100, route Transcanadienne, Dorval).

■ Autos, motos et motoneiges inutilisables peuvent se porter au secours des personnes ayant des problèmes de rein. En effet, le programme « auto-rein », dont le porte-parole est Jacques Duval, permet, par le don d'une carcasse de véhicule, de soutenir financièrement la Fondation canadienne du rein qui

recupère métal et huiles, les profits ainsi réalisés étant consacrés à la recherche, à la promotion du don d'organes et aux services aux personnes atteintes de maladies rénales. Renseignements: 1-888-228-8673.

■ La présidente du Conseil du statut de la femme, Diane Lemieux, fera la présentation de l'organisme qu'elle préside, en le situant à la frontière du mouvement féministe et de l'État, lors d'un déjeuner-causerie organisé par la section de l'est de Montréal du Réseau des femmes d'affaires, le vendredi 24 avril, au Centre buffet antique, 6086, rue Sherbrooke Est. Coût: 30 \$. Renseignements: 354-3645.

■ France Castel, le Dr Réjean Thomas, Stéphanie Biddle, Éric Cabana, Michel Courtemanche, Mireille Deyglun, Sylvie Legault, Luc Senay et quelques autres personnalités montréalaises défilent pour illustrer la cause de Médecins du monde, dans le cadre d'une activité organisée par le bureau québé-

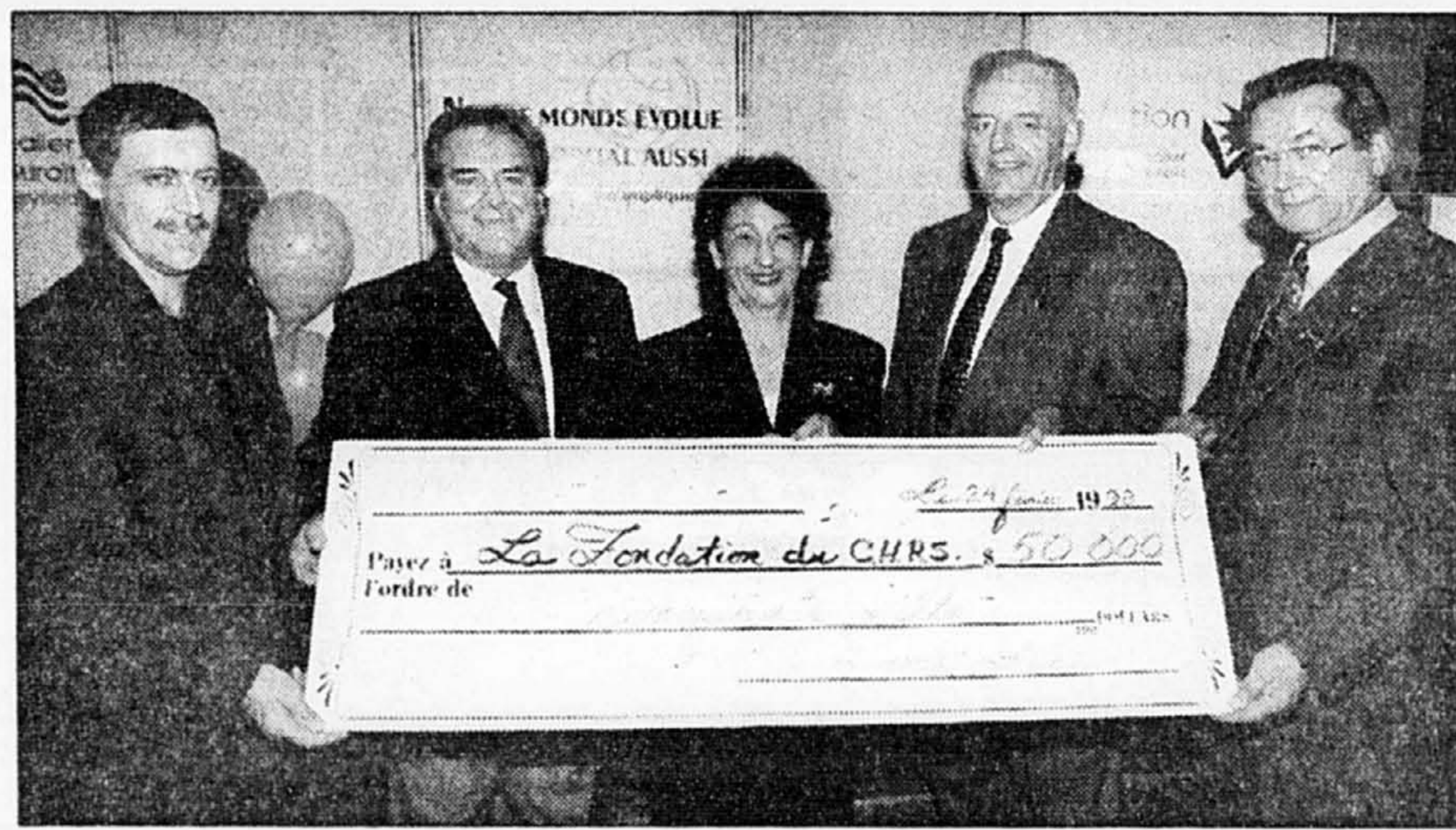
cois de cet organisme humanitaire, présidé par Nago Humbert. Le « Défilé de mondes » aura lieu le lundi 27 avril, à 19 h, au Spectrum. Coût: 125 \$. Renseignements: 843-7875. Le comité d'honneur de cette soirée est formé d'Alvaro (Alvaro coiffure), président; Marleen Beaulieu (JPL production), le ministre André Boisclair, Fernand Daoust (Fonds de Solidarité FTQ), Sophie Émond, Heenan Blaikie; Carl Gagnon, Karine Gélinas, François Goudreau, Lisette Lapointe, Jean-Paul Pitre, Agathe Plamondon, et Marc Therrien.

■ Spectacle-bénéfice de Natalie Choquette, présidente d'honneur de la Fondation de chiens d'assistance du Québec, les profits de cette soirée devant permettre à cette fondation de former des jeunes ayant des problèmes socio-affectifs, à dresser des chiens pour devenir des aides pour des handicapés ou des sourds. Le spectacle aura lieu le samedi 2 mai, à 20 h, au collège Jean-Eudes, 3535, boulevard Rosemont. Coût: 20 \$. Renseignements: 276-2443.



700 000 \$ à l'hôpital du Suroît de Valleyfield

La Fondation du centre hospitalier du Suroît a recueilli à ce jour 700 000 \$ en dons, auxquels s'ajouteront 500 000 \$ de l'hôpital. Il reste donc 800 000 \$ à trouver pour financer (2 millions) le réaménagement des urgences, de la maternité et du bloc opératoire, qui constituent les buts de la présente campagne de financement. CEZ (Noranda), ci-dessus à gauche, est le plus important donateur privé, avec un engagement de 100 000 \$. Dans l'ordre habituel: Gilles Poirier et Sylvain Marleau, de la fondation hospitalière; Michael Agnew, directeur général de CEZ et coprésident de la campagne de financement; et Michel Montpetit. Les caisses populaires du secteur des Riverains, ci-dessus à droite, ont offert une contribution de 70 000 \$. La délégation d'une quinzaine de représentants des caisses populaires, était menée par Jacques Dignard, de la Fédération des caisses populaires de Montréal et de l'Ouest-du-Québec (coprésident de la campagne). Goodyear, ci-contre, vient une fois de plus de démontrer son engagement à cette cause, en remettant 50 000 \$. Dans l'ordre habituel: Pierre Carrière, Gilles Clément, Éline Blanchard, Don McDonald et Émile Page.



Les épouses des joueurs du Canadien au service du McDon

Debbie Savage, Krista Rivest, Tiia Kova, Annick Poulin, Mélanie Trachy (Thibault) et la petite Julie Szubiak, ont fait le service dans un restaurant McDonald's, pour inviter les clients à acheter la « main de Ronald » (1 \$) et à contribuer d'autres façons au Grand McDon du 6 mai. Les fonds recueillis seront remis à des organismes de bienfaisance pour les enfants.



La radio Mix 96 aide les enfants

L'équipe de la station de radio Mix 96 récolte des fonds (250 000 \$ en cinq ans) pour les hôpitaux pédiatriques lors de rencontres sportives (hockey l'hiver et balle molle l'été). Ici, les équipes de Mix 96 et de En route remettent deux chèques de 25 000 \$ à Josée Della Rocca, de la fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants, et à André Vachon, de l'hôpital Sainte-Justine. Dernières rencontres de cette équipe, aujourd'hui et dimanche prochain à midi, au Sportsplex à Pierrefonds.

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



RÉP. TCHÈQUE

La santé de Havel

■ Le président tchèque, Vaclav Havel, qui a subi hier une bronchoscopie visant à le libérer de sécrétions pulmonaires qui bloquaient sa respiration, est dans « un sommeil artificiel ». Le professeur Ernst Bodner a annoncé à la clinique universitaire d'Innsbruck, en Autriche, que le président se trouve toujours sous respiration artificielle et a été transféré dans la salle des soins intensifs. Selon le professeur Bodner (il a déjà opéré d'urgence M. Havel mardi dernier à la suite d'une perforation intestinale), qui a effectué l'intervention de ce matin, « une telle complication ne m'a pas surpris à la suite de la gravité de l'infection de la cavité abdominale » de M. Havel.

d'après AFP

LIBAN

Retrait israélien

■ Le Liban et la Syrie ont exigé à nouveau qu'Israël opère un retrait inconditionnel du Liban sud, refusant de lui donner des garanties de sécurité en dehors d'un accord de paix global au Proche-Orient. Le président du Parlement libanais, M. Nabih Berri, a affirmé que « le Liban et la Syrie veulent une application inconditionnelle de la résolution 425 (du Conseil de sécurité des Nations unies) et refusent de la négocier ». Il a ajouté que Beyrouth et Damas voulaient « parvenir à un accord de paix juste et global conforme aux résolutions internationales ».

d'après AFP

IRAN-USA

Litiges résolus

■ Le Tribunal arbitral irano-américain a résolu 3918 plaintes entre les deux pays et il ne reste que 34 contentieux entre Téhéran et Washington. Selon le représentant de l'Iran auprès du tribunal, M. Ghodarz Eftekhari Jahromi, le contentieux le plus important concerne une plainte de l'Iran contre les États-Unis pour les attaques de la marine américaine contre des plates-formes pétrolières iraniennes dans le golfe Persique durant la guerre Iran-Irak (1980-88). Ce tribunal a été instauré par les accords d'Alger du 19 janvier 1981 pour régler les différends financiers entre les deux pays consécutifs à l'affaire des otages de Téhéran. Ces accords avaient permis la libération des 52 derniers otages retenus à l'ambassade des États-Unis depuis novembre 1979.

d'après AFP

RWANDA

Génocide

■ Deux prêtres rwandais ont été condamnés à mort pour « génocide, et complicité de génocide » par la cour spécialisée du Tribunal de Kibuye (ouest). C'est la première fois que des hommes d'Église sont condamnés à la peine de mort par les tribunaux rwandais. D'autres prêtres doivent passer en jugement au Rwanda. Les deux prêtres, Jean-François-Emmanuel Kayiranga et Emmanuel Nkuriye, étaient accusés d'avoir participé au massacre de plus de 8000 personnes dans cette église pendant le génocide qui a fait entre 500 000 et 800 000 victimes.

d'après AFP

LIBYE

Kadhafi-Kabila

■ Le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi s'est entretenu hier à Tripoli avec le président de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Laurent Désiré Kabila. La télévision libyenne n'a donné aucun détail sur le teneur de l'entretien qui a eu lieu au deuxième jour de la visite en Libye du président Kabila. Les deux parties se sont mises d'accord, selon la télévision, sur le principe de la création d'une commission mixte, chargée de « bâtir des relations solides entre les deux pays dans tous les domaines ».

d'après AFP



PHOTO REUTERS

David Trimble, leader du principal parti protestant, hier, lorsque son parti a choisi de militer pour le OUI lors du référendum en Ulster.



PHOTO REUTERS

Gerry Adams (à g.), chef du Sinn Féin, aile politique de l'IRA, lors d'une assemblée partisane tenue à Dublin, s'est félicité de la décision du parti de Trimble.

Un mandat clair pour Trimble en Ulster : son parti protestant appuiera le OUI

d'après AFP et AP
BELFAST

Le soutien massif exprimé hier par le premier parti protestant unioniste d'Irlande du Nord a renforcé les chances de succès de l'accord de paix, que discutait également à Dublin pendant le week-end le Sinn Féin, la branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA).

Le leader du Parti unioniste d'Ulster (UUP), David Trimble, a accueilli avec un visible soulagement le vote de 540 voix contre 210 lui accordant un mandat clair pour mener la campagne du « oui » au référendum sur l'accord prévu le 22 mai dans le nord et le sud de l'île d'Irlande.

Il a souhaité que le vote « ouvre une nouvelle ère dans laquelle tous les Nord-Irlandais pourront partager une administration locale (dans un) État réellement multinational et multiracial où les gens pourront travailler ensemble ».

À Dublin, où il présidait le congrès du Sinn Féin, son leader, Gerry Adams, a salué depuis la tribune la victoire de son adversaire politique par un « Bien joué, David », accueilli par des applaudissements de l'assistance.

L'UUP a soutenu le compromis par plus de 70 % des votants, un résultat qualifié d'« excellent » par le numéro deux du parti, John Taylor, tant un désaveu de la formation la plus importante de la province aurait pratiquement condamné l'accord de paix obtenu au forceps la semaine dernière, après deux ans de négociations entre protestants unionistes et catholiques nationalistes.

M. Trimble a de son côté souligné que « la porte était ouverte » aux contestataires dans son parti et du reste de la communauté unioniste. Il avait de nouveau pu mesurer leur virulence en arrivant à la réunion de son parti sous les huées de quelques dizaines de membres du Parti démocratique d'Ulster (DUP) du révérend fondamentaliste Ian Paisley, qui l'ont accueilli

aux cris de « trahison » et « reddition ».

Le DUP, comme son petit parti frère des Unionistes du Royaume-Uni, fait campagne pour le « non » au référendum.

Nul ne sous-estime la capacité de mobilisation des milieux populaires du révérend Paisley, architecte en 1974 d'une grève générale protestante qui avait condamné une tentative de règlement institutionnel entre unionistes et nationalistes, l'accord de Sunningdale.

Des dissonances moins radicales ont également été exprimées dans un vote cette semaine de la puissante loge protestante de l'ordre d'Orange, qui avait refusé d'avaler l'accord. Cette confrérie, à laquelle appartiennent M. Trimble et nombre de ses collègues de l'UUP, attend notamment d'être rassurée sur les questions des libérations anticipées de prisonniers, de la réforme de la police et du désarmement des paramilitaires promis par l'accord.

À Dublin, le leader du Sinn Féin a lui aussi dû faire face à l'inquiétude de certains des 2000 délégués au congrès, qui ont décidé de se donner un mois pour voter sur l'accord.

« L'accord n'est pas un règlement final », a dit M. Adams, « il pourrait devenir une phase transitoire vers l'unification de l'Irlande ».

Au milieu d'anciens codétenus, quatre détenus de l'IRA emprisonnés en Irlande assistaient aux débats, grâce à une permission de 48 heures. L'adhésion des prisonniers à l'accord est vitale pour son application et le maintien du cessez-le-feu décrété en juillet 1997 par l'IRA.

Le meurtre vendredi soir à Belfast d'un chauffeur de taxi catholique est venu rappeler l'évidence des enjeux d'un accord qui promet la fin de 29 années de troubles meurtriers.

En déplacement en Arabie saoudite dans le cadre d'une tournée au Proche-Orient, le premier ministre Tony Blair s'est lui aussi félicité du vote des délégués de l'UUP.

Après avoir pesé de tout son poids pour arracher l'accord de Stormont, signé par huit partis, Tony Blair peut raisonnablement compter sur un clan populaire en faveur du « oui » au référendum, même si protestants et catholiques n'approuvent que du bout des lèvres le compromis sur l'Ulster.



PHOTO AP

Un Boris Eltsine souriant hier, à Kawana, au Japon, en compagnie du premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto.

Elsine confirme le ton nouveau des relations russo-japonaises

PAOLO MESSANA
de l'Agence France-Presse, KAWANA, Japon

Le président russe Boris Eltsine a confirmé hier à Kawana (150 km au sud-ouest de Tokyo) le ton nouveau des relations entre Moscou et Tokyo, infligeant par son attitude énergique un démenti éclatant à tous ceux qui le disent trop malade pour continuer à diriger la Russie.

M. Eltsine a implicitement proposé de tirer un trait sur le passé : évoquant avec le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto la question du traité de paix toujours inexistant entre les deux anciens belligérants de la Deuxième Guerre mondiale, il a proposé de nommer ce traité « de paix, d'amitié et de coopération » et non plus simplement « de paix ».

« Les faits sont loin derrière, et il faut regarder vers l'avenir », a dit Boris Eltsine, cité par son porte-parole Sergueï Iastrjembski lors d'un point de presse.

Arrivé en début d'après-midi en hélicoptère dans cet hôtel de luxe apprécié des amateurs de golf, noyé

dans les buissons d'azalées et les cerisiers, et aux terrasses surplombant l'océan Pacifique, le président russe a aussitôt étonné par sa forme après 10 heures d'avion et 5 de décalage horaire avec Moscou.

Tête nue sous la pluie, souriant aux écolières japonaises venues l'accueillir, M. Eltsine a enlevé sa cravate d'un geste décidé dès qu'il a vu que M. Hashimoto l'attendait en col roulé vert.

M. Eltsine a passé une journée à l'enseignement de la bonne humeur et de l'optimisme, entouré de sa fille et conseillère en image Tatiana Diatchenko, de son porte-parole Sergueï Iastrjembski, du premier vice-premier ministre par intérim Boris Nemtsov et de son épouse Naïna.

Le ministre des Affaires étrangères japonais Keizo Obuchi, qui a fait avec M. Eltsine le voyage en hélicoptère de Tokyo à Kawana, a trouvé le président russe « en grande forme physique ». Le président a d'ailleurs fait un de ces gestes qu'il affectionne : assistant en début de soirée à un concert de musique japonaise, il s'est dirigé vers un des tambours. Revêtant la tunique

rouge d'un des musiciens, il s'est mis à jouer des baguettes sur l'instrument, selon M. Iastrjembski.

En tournée au Japon, le célèbre violoncelliste russe Mstislav Rostropovitch, appui indéfectible de M. Eltsine, était présent dans la salle.

M. Eltsine n'a pas oublié la crise politique à Moscou, mais l'a traitée par le mépris. À un groupe de jeunes entrepreneurs russes qui effectuent au Japon un stage de gestion, il a lancé : « En Russie nous avons un premier ministre jeune », en allusion à son « poulain » Sergueï Kirienko, 35 ans, candidat au poste rejeté à deux reprises par la Douma (chambre basse du Parlement). « Certains voudraient voir à sa place des gens proches de la retraite, mais cela ne sera pas », a-t-il ajouté, selon des journalistes présents à la rencontre.

Le sommet informel doit se terminer aujourd'hui en milieu de journée après de nouveaux entretiens, une promenade en bateau, une partie de pêche et une brève conférence de presse.

Inspections : impatience à Bagdad

AFP et AP
BAGDAD

L'Irak montre des signes d'impatience devant l'inspection de ses sites présidentiels : le ministre irakien des Affaires étrangères Mohammed Said al-Sahhaf a demandé aux Nations unies, hier au Caire, de limiter dans le temps ces visites par les experts de l'ONU.

Tandis qu'à Bagdad, ont commencé les célébrations de l'anniversaire du président irakien Saddam Hussein, en Égypte, le ministre irakien des Affaires étrangères Mohammed Said al-Sahhaf qualifiait d'« ennuyeux et (...) sans fondement » un rapport du chef de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak (UNSCOM) publié la veille.

Richard Butler y estime que l'UNSCOM n'a fait pratiquement « aucun progrès » récemment dans sa mission.

La requête irakienne de limitation dans le temps de l'inspection des palais présidentiels de Saddam Hussein va à l'encontre de l'accord conclu le 23 février dernier à Bagdad, par le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan et le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz.

Cet accord avait mis fin à une tension internationale de quatre mois et stipulait notamment que l'Irak autoriserait sans restriction les inspecteurs de l'ONU à visiter les huit sites présidentiels à l'origine de la crise, en compagnie d'un groupe de diplomates.

À Bagdad, des centaines de milliers d'Irakiens ont défilé les États-Unis hier, en défilant armés de fusils-mitrailleurs Ak-47 dans les rues de la capitale irakienne, pour célébrer les 61 ans de Saddam Hussein (il les aura le 28 avril). Ce dernier a salué les manifestants en costume civil et lunettes noires. Il était accompagné de plusieurs hauts responsables du gouvernement et de cadres du parti Baas, au pouvoir. Selon le ministre irakien de l'Information et de la Culture, Houmam Abdel Khaleq Abdel Ghafour, quelque 120 000 personnes ont participé aux parades à Bagdad et dans le pays.

Maurice Grimaud, ce héros méconnu de mai 68



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale
PARIS

L'homme est de taille moyenne, mince et fort élégant. Un profil d'oiseau de proie avec un regard perçant, le tout couronné d'une belle crinière grise. Même aujourd'hui, à 84 ans, il garde une prestance et une vivacité impressionnantes. Une gueule de grand bourgeois racé et cultivé.

En mai 68 — dont on fête aujourd'hui le trentième anniversaire — Maurice Grimaud, préfet de police de Paris, avait la tâche délicate de maintenir l'ordre dans la capitale occupée par des dizaines de milliers d'étudiants, grévistes et autres manifestants, qui avaient une forte propension à manier le pavé et parfois à incendier les voitures.

Sur une photo de presse, on le voit arpenter le boulevard Saint-Germain dans la matinée du 6 mai, accompagné de deux journalistes et suivi à distance d'une poignée d'assistants. Costume trois-pièces irréprochable, les mains dans les poches, le préfet Grimaud à l'air d'écouter distraitemment les propos animés d'un journaliste, tout en jetant

droit devant lui un regard acéré. Vaguement ironique et désabusé également : l'air de celui qui en a vu d'autres. Ce matin-là, il n'y a plus un pavé sur le boulevard.

On ne peut pas dire que Maurice Grimaud soit passé totalement inaperçu au cours de ces folles journées de mai : disons que, même parmi les divers « enragés » de l'époque, beaucoup avaient discrètement loué sa modération, et son intelligence. Qu'il suffise de dire qu'à une dizaine de mois près, les étudiants qui voulaient « tout, tout de suite », auraient pu trouver en face d'eux un certain Maurice Papon, qui venait de quitter la Préfecture de police après neuf ans de bons et loyaux services.

Or ce bon monsieur Papon, efficace organisateur de déportation de juifs bordelais en 43-44, avait également à son actif la répression d'une manifestation algérienne (pacifique) en 1961, au plus noir de la guerre d'Algérie. Elle avait fait au moins 200 morts, dont certains jetés dans la Seine ou achevés dans la cour de la Préfecture de police.

On n'ose imaginer ce qui serait arrivé pendant ces 30 ou 40 journées de folie parisienne si le même Papon avait été aux commandes. Mai 68 apparaît rétrospectivement comme une grande fête, un gigantesque happening. Mais il faut se rappeler qu'il y avait eu de vraies batailles rangées dans les rues, que des policiers étaient sérieusement blessés par des jets de pavés ou de cocktails Molotov, qu'eux-mêmes ne connaissent pas les manifestants avec des fleurs, mais avec des matraques pouvant tuer, qu'ils tiraient les grenades de gaz lacrymogène droit sur les manifestants. Happening ou pas, mai 68 aurait pu faire des morts, et même tourner au bain de sang si des policiers coincés ou enrégés avaient fait usage de leurs armes.

Or le bilan final fut somme toute léger. Un

étudiant tomba dans la Seine dans la confusion d'une manifestation et se noya. Un autre — on ne le sut que beaucoup plus tard — mourut effectivement des blessures causées par des éclats de grenades lacrymogènes... mais comme il appartenait à un mouvement d'extrême droite, sa famille préféra cacher l'affaire pour ne pas donner d'arguments contre la police !

Le responsable principal de cet heureux dénouement s'appelle Maurice Grimaud (même si l'appui efficace du premier ministre Pompidou lui fut d'un grand secours).

Pendant toutes ces journées folles, qui avaient commencé le 3 mai par l'occupation de la Sorbonne et du théâtre de l'Odéon, la préoccupation première de M. Grimaud fut d'éviter le pire. Y compris en envoyant un message personnel à chacun de ses policiers pour les féliciter de leur courage, mais aussi les rappeler aux règles de déontologie. Après coup, on parla des brutalités (évidentes) de la police. Aujourd'hui, on sait qu'on a évité le pire car, de l'aveu de Grimaud lui-même, « il y avait à la base des prises de position très dures qu'il fallait tuer dans l'oeuf ».

Sa situation était singulière. Le président de Gaulle se taisait, puis partit pour une longue visite d'État en Roumanie. Au tout début, Pompidou lui-même était en voyage officiel en Afghanistan. « Pendant quelques jours, raconte-t-il aujourd'hui, la préfecture de police a été le principal pôle de stabilité à Paris, notamment vis-à-vis de la presse. Tous les matins à 8 h, je faisais le point pour les médias. »

Contre l'avis, un temps, de de Gaulle mais aussi d'autres responsables, Maurice Grimaud, avec l'accord de Pompidou, avait adopté comme stratégie globale de laisser le mouvement étudiant aller jusqu'au bout de sa course et le laisser s'épuiser, plutôt que de le contrer brutalement.

« À son retour de Roumanie, de Gaulle, très irrité, avait exigé que je fasse évacuer la Sorbonne et l'Odéon. J'ai réussi à l'en dissuader : je préférais que les étudiants passent la journée à refaire le monde dans ces lieux qu'ils avaient décrétés « territoires libérés ». Au moins, ils ne brûlaient pas des voitures dans les rues. »

Après coup, on parla de véritable « vacance du pouvoir ». Grimaud, avec le recul, affirme qu'il n'a jamais craint « une seconde d'être débordé par le mouvement ou de perdre le contrôle de la situation : je disposais de 25 000 hommes et je n'avais devant moi que des étudiants et lycéens ».

Ce qu'il craignait en fait, c'était le dérapage, la provocation : que des policiers isolés se sentent menacés et fassent usage de leurs armes. D'où des consignes de rester groupés. À deux reprises, on frôla le pire : le 13 mai, un car de police (avec un gamin blessé) fut coincé par des manifestants, et le conducteur agressé : on évita les coups de feu par miracle. Le 24 mai, le commissariat du Panthéon encerclé était menacé par les flammes : un commando de 30 hommes réussit in extremis à dégager les assiégés.

Rétrospectivement, Maurice Grimaud voit ces événements comme « une guerre de la Chine ancienne : on montre ses forces pour éviter de combattre. Les étudiants avaient aligné 100 000 personnes le 13 mai. La gauche officielle en avait aligné le double le 29. Et finalement, les gaullistes avaient mobilisé 400 000 personnes le 30 aux Champs-Élysées. Ils avaient gagné la guerre. »

Mai 68 avait été un psychodrame que l'ancien préfet de police voit aujourd'hui avec un certain humour (et en rendant hommage à l'intelligence et au réalisme de Cohn-Bendit). Mais il s'en est fallu de peu qu'on ne bascule dans le drame tout court.

Les Autrichiens se rallient à leur tour à l'euro

On aime bien ce bon vieux schilling pourtant ; une option qu'on juge inévitable

ERIC FREY
Réseau World Media, VIENNE

Longtemps, les sondages ont montré que les Autrichiens étaient majoritairement opposés à la monnaie unique, et qu'ils en attendaient plus d'inconvénients que d'avantages. Mais à l'approche du lancement de l'UEM (Union économique et monétaire), l'opinion évolue aujourd'hui en faveur de l'euro. Selon un sondage récent de l'institut Market, 55 % des Autrichiens soutiennent la monnaie unique, pour 32 % seulement qui y sont opposés. À la différence des Allemands, les Autrichiens croient la naissance de la monnaie unique désormais inévitable, même s'ils ne portent pas encore l'enfant dans leur coeur.

Ce revirement est un soulagement pour le gouvernement et pour la plupart des économistes orthodoxes, qui ont longtemps tenu un discours selon lequel le pays n'avait pas d'autre choix que d'adhérer dans le cas où l'union monétaire deviendrait une réalité. La monnaie nationale, le schilling, est indexée sur le deutschemark depuis des décennies, et la Banque d'Autriche suit fidèlement la Bundesbank chaque fois que la banque centrale allemande modifie ses taux d'intérêt. Plus de 75 % du commerce extérieur autrichien se fait avec des pays qui devraient faire partie du bloc euro.

La capacité de l'Autriche à adhérer à l'UEM n'est pas contestée. En 1996, la coalition au pouvoir — les sociaux-démocrates et le Parti populaire — a fait voter un budget sur deux ans qui a ramené le déficit budgétaire de plus de 4 % du PIB à 2,5 % pour 1997 et 1998, grâce à des coupes dans les dépenses sociales et à des hausses d'impôts, mais sans oublier quelques astuces budgétaires. Le poids de la dette reste supérieur aux 60 % du PIB préconisés par le traité de Maastricht, mais la tendance de l'endettement est à la baisse. L'inflation et les taux d'intérêt sont parmi les plus bas dans l'Union européenne.

Du point de vue économique,

l'Autriche fait depuis longtemps partie d'une union monétaire, et le lancement de l'euro ne devrait pas provoquer trop de remous dans ce sens-là. Il n'en reste pas moins vrai que le schilling est un symbole puissant à la fois de l'identité nationale et de la richesse du pays. Sa mort sera donc durement ressentie sur le plan sentimental.

Le gouvernement de coalition s'était engagé à rejoindre l'UEM en acceptant, lors de son adhésion à l'Union européenne en 1995, les termes du traité de Maastricht. Mais face à une opinion sceptique, il a longtemps évité de se prononcer trop clairement en faveur de l'euro. Le milieu des affaires, et surtout l'industrie du tourisme et les autres secteurs tournés vers l'exportation, soutiennent l'euro, alors que le mouvement syndical a fait preuve de plus d'ambivalence.

Une monnaie faible

La confédération syndicale nationale, l'ÖGB, se considère comme un pilier du monde politique et de la société. Pour cette raison, l'ÖGB ne s'est jamais ouvertement opposée à l'euro. Mais la confédération a exprimé son hostilité vis-à-vis de quelques-unes des mesures d'austérité contenues dans le plan d'économies du gouvernement, et a fait des déclarations en faveur de l'adoption de mesures pour l'emploi dans la future zone euro.

Du côté de l'opposition, la formation centriste, le Forum libéral, est partisane de l'UEM, alors que les Verts sont divisés. Le seul véritable adversaire de l'euro est le mouvement d'extrême droite, le Parti de la liberté, qui s'était déjà opposé à l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne avant le référendum de 1994, mais qui n'a pas été suivi par l'électorat.

Son leader, Jörg Haider, prétend que la monnaie européenne sera « faible », puisque des pays comme l'Italie vont sans doute y participer, et que cette faiblesse risque de provoquer des dévaluations qui réduiraient la valeur de l'épargne. Les arguments de M. Haider ne sont pas tout à fait crédibles sur le plan économique, mais le leader d'extrême

me droite paraissait tout de même en mesure l'été dernier de créer un large mouvement de protestation contre l'UEM.

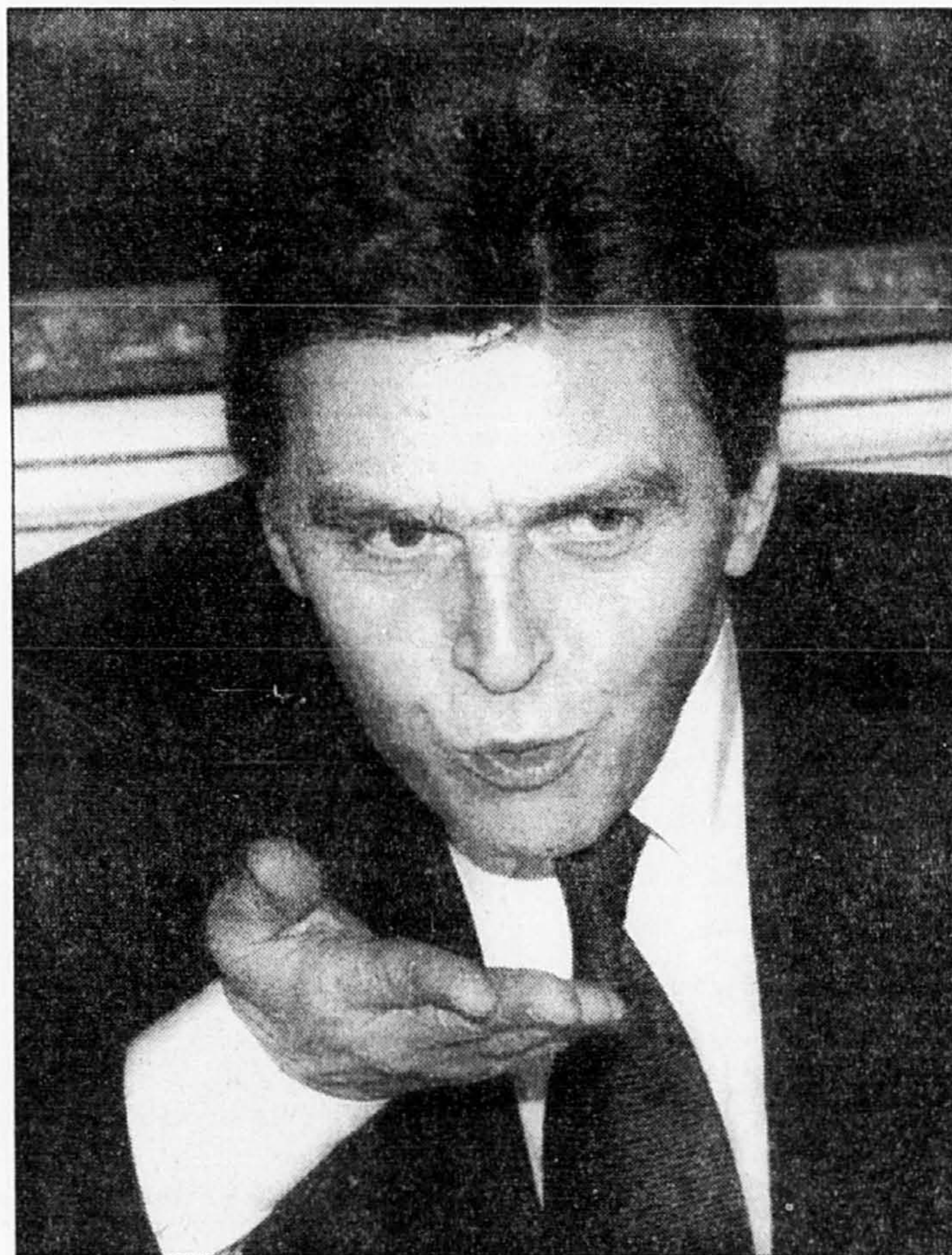
M. Haider a dévoilé son intention d'organiser une campagne de pétitions pour demander un référendum sur l'euro au moment même où la première campagne d'information du gouvernement sur l'euro tournait au fiasco. Juridiquement, il lui aurait été impossible d'imposer un nouveau scrutin, mais le chancelier Viktor Klima et son adjoint, le ministre des Affaires étrangères Wolfgang Schüssel, craignaient qu'une pétition réussie ne les mette en difficulté.

En fin de compte, 254 000 personnes seulement avaient signé la pétition à la fin de l'automne, soit 4,4 % de l'électorat, et le débat sur l'euro a vite été oublié. Loin de mobiliser les adversaires de la monnaie unique, la pétition de Haider a renforcé l'évolution de l'opinion en faveur de l'UEM.

À l'intérieur de l'Union, l'Autriche a plaidé en faveur d'une interprétation stricte des critères de Maastricht, sans pour autant soutenir la position rigide de l'Allemagne. L'Italie étant notre deuxième partenaire commercial après l'Allemagne, il est d'une importance capitale pour l'Autriche que la lire soit dans le premier train de l'euro. Une nouvelle dévaluation de la lire, comme celle de 1992, serait très dure pour l'économie autrichienne.

Le véritable impact de l'union monétaire devient enfin un sujet de discussions en Autriche. Les entreprises privées ne sont pas en avance dans leur préparation, et le secteur public est encore plus en retard. Il s'agit de beaucoup plus que d'un simple changement d'unité monétaire.

La distribution est un secteur encore protégé et inefficace en Autriche, et un nombre important de biens de consommation coûtent plus cher ici que de l'autre côté des frontières allemande ou italienne. Avec l'euro, on pourra comparer des prix sans devoir convertir d'une monnaie à l'autre, et la con-



Le chancelier autrichien Viktor Klima. Prudence jusqu'ici, mais maintenant, l'opinion publique marche.

currence venue de l'autre côté de la frontière va amener une restructuration complète de la distribution. La baisse des prix sera accompagnée de faillites et de pertes d'emplois.

Il faudra alors guetter la réaction de l'opinion. Si les Autrichiens sont déçus, comme ils l'ont été après l'adhésion du pays à l'Union

européenne, M. Haider n'hésitera pas à dire à ses compatriotes : « Je vous l'avais bien dit. »

Journaliste au quotidien autrichien Der Standard, l'auteur a rédigé ce texte pour le Réseau World Media qui regroupe une trentaine de grands quotidiens dont La Presse.

Nortel crée sa niche au Mexique : 2000 employés déjà

Mais les joueurs mondiaux se positionnent et les couteaux volent bas

BRIGITTE MORISSETTE
collaboration spéciale, MEXICO

En quelques années, Nortel a doublé son personnel au Mexique : 2000 employés et ouvriers, la plupart s'activant à son usine modernisée de Monterrey, à 200 km de la frontière américaine.

La compagnie y investira cette année 14 millions \$, à condition que ses partenaires Bell Canada International et son associée mexicaine Telinor enlèvent aux enchères les fréquences radioélectriques devant être attribuées par la Commission fédérale de la téléphonie (COFETEL). Bell a investi dans Telinor (société de Monterrey) 250 millions et détient 49 % des actions. La téléphonie locale, c'est l'enjeu de 1998.

En attendant, les couteaux volent

bas ! Les joueurs mondiaux se sont positionnés pour enlever un match qui entre dans sa deuxième période.

L'année 1997 a vu les géants de l'interurbain se disputer les abonnés mexicains ; 1998 sera l'année de la déréglementation dans la téléphonie locale. Le PDG de Nortel au Mexique, Gian Carlo Pecchioni, estime que le nombre de lignes téléphoniques pourrait passer avant l'an 2000 de 9 à 15 par centaines d'habitants.

Dans un pays dont le quart de la population (25 millions de personnes) vit à la campagne, la société Nortel mise sur la technologie sans fil dont elle est championne. En 18 ans d'existence, son usine de Monterrey a affiné sa production pour répondre aux défis des nouveaux réseaux de communication et même de la recherche.

NORTEL

Les perspectives de la téléphonie mexicaine sont alléchantes certes, les ratés, parfois frustrants.

Le géant américain MCI vient de renoncer à investir 800 millions au Mexique. Associé à Sprint et à la première banque mexicaine Banamex dans Avantel, MCI proteste contre le monopole exercé par Telmex et la cherté de son tarif de base imposé sur les interurbains passant par le Mexique.

Avantel — équipée par Nortel — accuse Telmex de « pratiques déloyales et discriminatoires ». Avantel estime que la Commission fédérale de surveillance rend des décisions peu transparentes. Refrain connu !

Le gendarme gouvernemental (la COFETEL) rétorque que les Américains font du chantage pour

ne pas payer des frais de base au monopole national Telmex. La compagnie mexicaine se heurte elle-même aux géants MCI et AT&T pour s'installer aux États-Unis, un marché abritant 28 millions de latinos d'origine !

Cela dit, Nortel demeure un important fournisseur de Telmex ; la société privatisée a par ailleurs un partenaire de longue date pour moderniser la téléphonie locale : France Telecom.

Dans ce grand marché toujours prometteur, Nortel a connu un revers, l'an dernier : IUSACELL, le numéro un de la téléphonie cellulaire que les Canadiens ont été les premiers à équiper, s'est révélé un géant aux pieds d'argile ; la majorité des actions est maintenant détenue par la société américaine Bell Atlantic. Néanmoins, les ponts ne sont pas coupés, estime le patron

mexicain de Nortel qui compte sur sa technologie de pointe pour renouer avec IUSACELL.

C'est dans ce panorama s'ouvrant à la concurrence internationale que se présente à son tour Télé-globe Canada. Ayant pris non sans mal racine aux États-Unis — par où passe la moitié du trafic international — Télé-globe veut offrir au Mexique sa carte unique de connexion par satellite et câble sous-marin avec 240 pays.

L'Internet est aussi pour Télé-globe l'instrument de l'avenir, dit sa vice-présidente, Meriel Bradford. Bref, les Canadiens n'ont pas fini de faire parler d'eux dans ce marché féroce traversé par la concurrence nouvelle et le vieux nationalisme antiaméricain par lequel Telmex a su habilement mitrailler la première vague d'invasions dans l'interurbain.

La presse d'ailleurs

parcourue
par Réal Pelletier



The Economist

The Miami Herald The New York Times BusinessWeek

PROFILE

Un candidat pour l'après-Jean-Paul II

Un atout du cardinal Martini : une grande complicité européenne

Cérémonie toute simple ce dernier jeudi saint au Duomo, la flamboyante cathédrale de Milan : le cardinal Carlo Maria Martini lave les pieds de 12 immigrants. Ce rare jésuite à avoir accédé à de hautes fonctions de l'Église catholique fascine *The Economist* qui l'identifie comme candidat favori à la succession de Jean-Paul II, un moderniste comme on n'en a pas vu au Vatican depuis Jean XXIII.

Que le cardinal ait choisi des immigrants pour cette traditionnelle cérémonie du lavement des pieds des modestes de la société n'est pas un hasard. Dans le contexte européen, le geste a une signification particulière. Il fait corps avec l'image que projette cet homme d'un grand humaniste hostile à tous les nationalismes, voire même aux régionalismes qui sous-tendent des mouvements politiques où domine le rejet de l'immigrant, comme on en trouve en France et en Allemagne. Et aussi à Milan, métropole économique de l'Italie où un citoyen sur 10 est un immigrant et où la Ligue du Nord (indépendantiste) a ses adeptes.

Diplomate (il est au cœur des difficiles négociations avec les juifs), grand voyageur, aussi populaire en milieux anglo-saxons que dans le sud de l'Europe, le cardinal Martini est présenté comme un grand militant de l'Europe, qu'il voit dotée d'une « structure fédérale forte mais flexible ». Maastricht, selon lui, ne va pas assez loin. Encore convient-il que cette Europe, dit-il, dépasse la notion de marché, n'étouffe pas sous un matérialisme égotiste et s'attaque de front au problème du chômage. Il appelle enfin de ses vœux une politique étrangère commune pour l'Europe, une Europe par contre dont il craint que l'obsession courante pour une monnaie unique ne retarde son expansion vers l'Est.

Le prélat n'hésite pas à dire son admiration pour des hommes comme le Français Jacques Delors, président de la Commission européenne et fervent catholique, et le chancelier allemand Helmut Kohl, lui aussi un catholique, qui, en retour juge le cardinal comme un « grand Européen ». De fait, estime *The Economist*, Carlo Maria Martini est un peu en passe de devenir le candidat officiel de l'Union européenne.

Élancé, élégant, nez proéminent sous des yeux bleus perçants, Carlo Maria Martini aime moins le discours et la scène que Jean-Paul II, mais plus l'écriture. Ses quelque 150 livres et pamphlets ont tiré à 15 millions d'exemplaires.

Né dans l'autre grande ville industrielle italienne, Turin, d'une famille de classe moyenne, il a été pris en main jeune par les jésuites qui en ont fait éventuellement l'un des leurs. Son cheminement — directeur de l'Institut pontifical de la Bible en 1969, patron en 1979 de l'Université grégorienne du Vatican (maison mère des facultés de théologie catholiques du monde), évêque, puis cardinal — aurait dû le conduire dans des orniers conser-

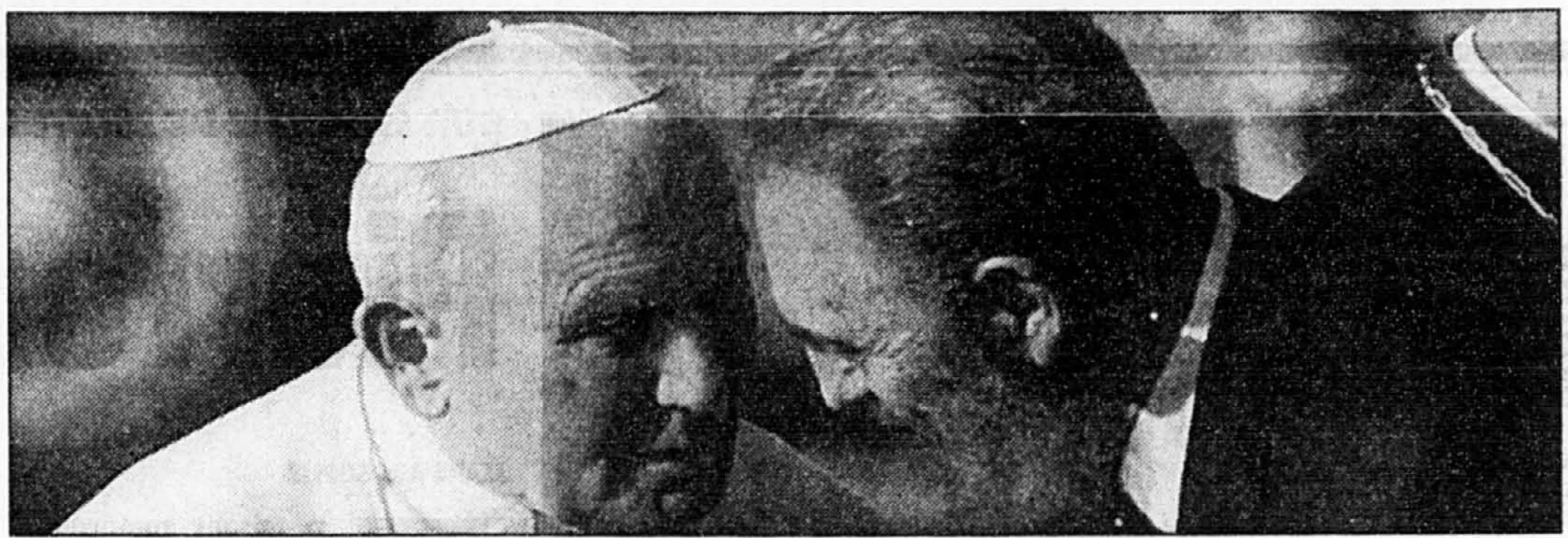


tratives.

Effectivement orthodoxe en matière de doctrine de base, l'homme paraît par contre nourrir des idées fort libérales dans certains champs d'application sociale de cette doctrine.

Dans une entrevue à la BBC, il a fait une déclaration étonnante, affirmant que « le célibat des prêtres procède d'une décision historique qui pourrait être changée ». De même, il n'a pas manifesté d'opposition à l'idée que les femmes accèdent à la prêtrise.

Autant d'idées qui peuvent gêner son ascension au Vatican. Sans compter que peu de « favoris » de toute manière sortent élus des conclaves. Sans compter aussi que Jean-Paul II reste dans le décor malgré une santé chancelante et que le cardinal a déjà 71 ans. Féru de bible, l'homme souhaiterait terminer à Jérusalem « cette vie sur cette terre ».



Le pape avait dit à propos de Cuba : « N'ayez pas peur ! »

Chrétien a acquiescé hier ; ...et le Pentagone avant lui

« N o tengan miedo », a dit Jean-Paul II à Cuba. « N'ayez pas peur ! » C'est le moins médiatisé mais le plus fondamental des messages que le pape a laissé tomber dans l'île de Fidel, lors de sa visite en grande pompe de début d'année. Et curieusement, les premiers à s'en être prévalus, ce sont les gens du Pentagone. Puis hier, le premier ministre du premier voisin des États-Unis a annoncé qu'il se rendra en visite officielle à Cuba.

Les gens du Pentagone, on imagine, n'avaient pas besoin des conseils de ce vieillard pacifiste pour se faire à l'opinion que, militairement, Cuba n'est pas — en tout cas n'est plus — une menace ni pour les États-Unis en général ni pour la Floride en particulier. Les armées de Castro, considérablement réduites ces dernières années, ont tout juste la capacité de défendre honnêtement l'île.

Mais la « peur » du Pentagone résidait dans le fait d'avoir à croiser le fer, sur le terrain de ces vérités élémentaires, avec les milieux extrémistes, hystériques souvent, qui, à Miami ou ailleurs, rêvent encore d'en découdre avec Fidel.

Le voyage de Jean-Paul II a corrigé la vision qu'on pouvait avoir l'un de l'autre et on assiste présentement à Washington à des manœuvres — à peine subtiles — de rapprochement, les gens du Pentagone étant les premiers mis à contribution. Et Jean Chrétien suivra.

Nul autre que le général (à la retraite) des marines, John Sheehan, vient de passer une semaine complète à circuler dans l'île et en est revenu, non seulement avec la confirmation que Cuba ne représente pas de péril militaire, mais avec la détermination de convaincre l'administration Clinton de « normaliser les contacts » entre les autorités

militaires des deux pays, indique le *Miami Herald*.

Il n'est pas banal que l'ex-chef des marines ait passé plusieurs jours en compagnie du ministre de la Défense Raul Castro et qu'il ait dîné avec le président Fidel. Aucun militaire du rang de Sheehan ne s'était rendu à Cuba depuis la révolution de 1959.

Le « péril castriste » étant à la base de toute la stratégie des ultras, c'est leur édifice idéologique qui s'en trouve ébranlé.

Mais la perception du général Sheehan ne s'arrête pas là. Non seulement le Pentagone ne paraît aucunement disposé à une invasion massive de l'île, il n'entend même pas avoir à intervenir dans une éventuelle épreuve de force, une guerre civile par exemple, qui pourrait rapidement transformer l'armée américaine en armée d'occupation.

Le leadership de Raul Castro à la tête des armées n'est-il pas contesté, comme on l'a écrit ? Pas du tout, de répliquer Sheehan, qui trouve les deux Castro par ailleurs bien en forme.

Mais encore. Un reportage du *New York Times* indique que l'école, à Cuba, demeure un lieu d'endocritisme des enfants au chapitre de l'anti-américanisme, et hostile au président Clinton. Il faut croire que l'esprit des temps nouveaux à Cuba n'a pas encore traversé la lourde filière administrative puisque le général Sheehan, lui, a entendu Fidel Castro lui dire « la profonde estime qu'il nourrit envers le président Clinton ». Le leader cubain aurait ajouté qu'il ne veut « rien faire pour embarrasser le président Clinton ».

Un coin militaire ayant été enfoncé dans la carapace des ultras, Washington ne s'arrête pas là. L'hebdomadaire *Business Week* a pris en note que :

● Washington autorise maintenant les vols humanitaires vers l'île et

les visites de familles ; ● les réfugiés peuvent désormais envoyer des « cadeaux » à leurs proches à hauteur de 1200 \$ US par année ;

● Washington a autorisé, en principe, la tenue à Cuba d'une foire commerciale d'équipement médical et de produits pharmaceutiques ;

● et la Maison-Blanche pourrait permettre sous peu la vente de produits alimentaires et l'augmentation des ventes de matériel médical à Cuba.

Quant aux dispositions controversées de la loi Helms-Burton autorisant les poursuites en cour fédérale américaine en rapport avec les nationalisations à Cuba, l'administration aurait définitivement décidé de ne pas y donner suite.

Dans l'intervalle, sur la lancée plus directe du voyage de Jean-Paul II à Cuba, une foule d'initiatives ont pris corps, rapporte le *Miami Herald*, comme le jumelage de paroisses catholiques de Cuba et de la Floride du Sud.

De leur côté, des militants des droits de la femme de la Floride du Sud ont entrepris de recueillir auprès des supermarchés et des entreprises pharmaceutiques des denrées et des médicaments destinés à l'Église catholique cubaine.

Un architecte de Coconut Grove, pour sa part, fera le toit de l'église de Caibarien, à Cuba, pendant qu'une femme de Kendall a offert à l'Église de Cuba d'organiser des services d'aide aux jeunes prostituées d'El Malecon, le boulevard de bord de mer à La Havane.

La grande presse américaine en général donne à penser que les choses changent fondamentalement dans les perceptions qu'on a l'un de l'autre, de part et d'autre de ce bras de mer de 150 km qui sépare David de Goliath.

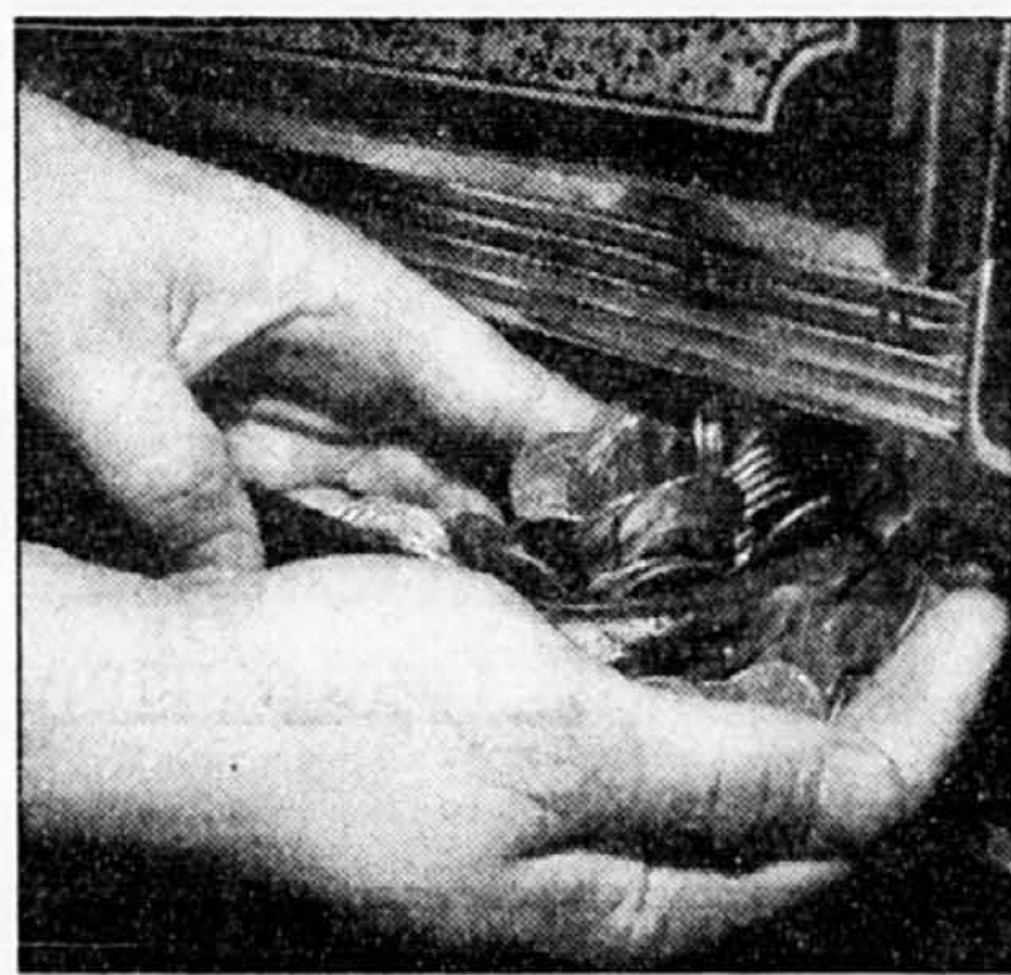
Et dans ce brassage, toute la politique américaine des sanctions économiques contre les pays dits hostiles essuie régulièrement des camoufflets.



Newsweek Los Angeles Times

Conversions

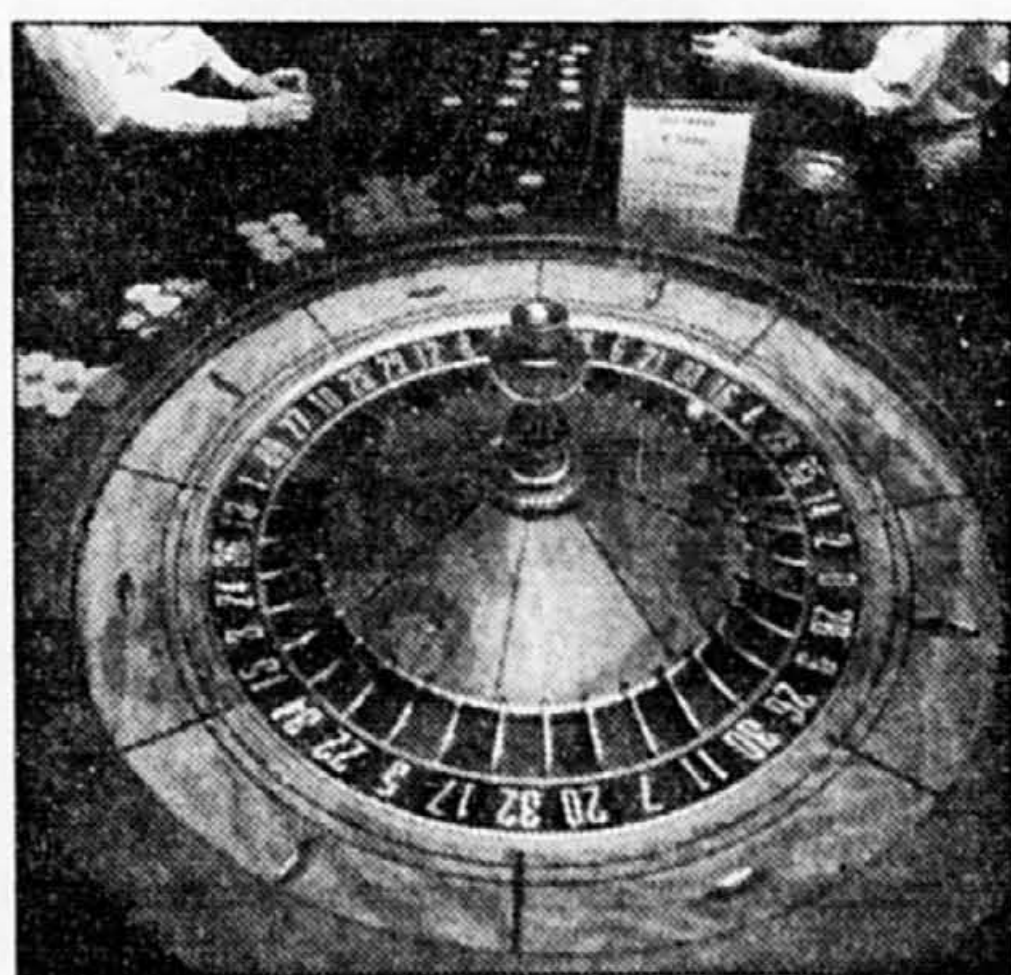
■ Passés maîtres dans l'art charismatique, les pentecôtistes représentent la seule Église en forte ascension en Amérique du Nord et dans le monde, indique *Newsweek*. Moins que centenaire, cette Église revendique 20 millions de membres aux États-Unis et 225 millions dans le monde. Et ses conquêtes sont particulièrement visibles auprès des populations catholiques latino-américaines. À Los Angeles, note le *L.A. Times*, il existe maintenant 1000 églises latino-protestantes, la majorité étant pentecôtistes. Des catholiques passent au pentecôtisme en grand nombre, mais le mouvement contraire est rare. Ce qui agace l'orthodoxie catholique, c'est l'accent mis sur l'Esprit saint, déviance par rapport à la notion de Trinité. Ce qui plaît aux catholiques qui joignent les rangs pentecôtistes, c'est l'exubérance d'une foi qui s'exprime dans l'extase communautaire, marquée de rythmes, de chants. C'est la religion de notre temps, dit le commentateur du *L.A. Times*, le communautarisme s'imposant contre la fragmentation urbaine.



Los Angeles Times

Passions

■ Qui sont les plus grands joueurs au monde ? Les Australiens. Chaque homme, femme, bébé, vieillard y investit annuellement plus de 2000 \$ US. Le pays compte d'ailleurs celui que l'on considère comme l'un des plus grands parieurs de casino au monde, Kerry Parker. Coté à des avoirs de deux milliards, c'est l'homme le plus riche d'Australie. Dans ce pays de 18,5 millions d'habitants, on dépense plus de 40 milliards par année dans les champs de courses, les casinos, l'achat de billets de loterie et autres jeux de toute nature. Au point que les Australiens dépensent plus par capita dans le jeu que pour se nourrir. Mais en fait, les États-Unis ne sont pas loin derrière : les Américains dépensent 500 milliards par année au jeu : 1800 \$ US par tête. Quelques effets en Australie : augmentation des faillites, des vols, des suicides liés au jeu. Dans New South Wales, l'État le plus peuplé d'Australie, les demandes d'inscriptions à des mouvements de joueurs anonymes à quintuplé en trois ans.



The Economist

Compétitions

■ Le Casino de Montréal et celui de Hull auront un nouveau compétiteur : la réserve indienne de St. Regis, au nord de l'État de New York, aux confins de l'Ontario et du Québec, a obtenu l'autorisation d'y construire un casino. La boîte sera située à 120 km de Montréal et à 90 km de Hull. Qu'on se console, le puissant Casino de Windsor, en Ontario, qui vit grassement de la clientèle de sa jumelle américaine, Detroit, va subir un choc encore plus fort. La capitale de l'automobile projette en effet d'ériger pas un, mais trois énormes casinos en ses murs. Chacune des maisons disposera d'un parc de 800 chambres, le tout créant 3000 emplois. L'industrie du jeu à Windsor récolte 50 millions \$ US par mois, fruit d'une clientèle venant à 80 % de l'État du Michigan. L'argument de Detroit : sortir de son image de ville manufacturière, sous-développée en économie de services. Mais l'initiative devra traverser un référendum en novembre. Et qui mène le bal contre le projet ? C'est comme un message : l'Armée du Salut.



THE SUNDAY TIMES

Vélolutions

■ On en sait quelque chose ici : la façon de faire évoluer le cyclisme, c'est de construire des pistes cyclables. Quitte à jeter par terre un passage une autre façon non automobile de se déplacer, le rail. Ça fait une population cycliste de tourisme, une activité périphérique à la vraie vie. Du cyclisme de week-end, ou d'après 5 h. Le gouvernement britannique regarde le phénomène sous un autre angle : il ne mesure pas le nombre de kilomètres de pistes à construire, mais comment amener des gens à se servir du vélo plutôt que de l'auto. Objectif national : doubler le nombre de déplacements à vélo d'ici 2002. Puis, le doubler encore pour l'an 2012. Pour l'instant, seulement un pour cent des déplacements se font à vélo en Grande-Bretagne et 50 % couvrent moins de trois kilomètres, tandis que 25 % sont le fait d'écoliers. Pourtant, on trouve des vélos dans 90 % des ménages britanniques. Les questions de sécurité gênent les usagers et c'est là-dessus que le gouvernement Blair entend travailler. Insérer le vélo dans la trame de la vie quotidienne au 21^e siècle.

La personnalité de la semaine

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 19 avril 1998

Pierre de Montigny

JEAN-PAUL SOULIÉ

En faisant aujourd'hui même de Pierre de Montigny le tout premier chancelier de la Société honorifique des Scouts du Montréal métropolitain, le lieutenant-gouverneur du Québec, Lise Thibault, ajoutera une distinction de plus à une longue liste de prix et de médailles : en 40 ans de carrière au sein du Mouvement Desjardins, Pierre de Montigny a inlassablement mis au service de ses concitoyens ses talents de communicateur, d'administrateur, d'animateur, et ses talents ont été maintes fois célébrés.

Ses multiples contributions au développement économique et social du Québec seraient trop longues à énumérer et pourraient froisser sa modestie. « Je n'ai rien fait tout seul, dit-il. J'ai toujours eu un rôle « derrière » des grands dirigeants. » Et il cite les noms d'Alfred Rouleau, Émile Girardin, Raymond Blais, Guy Bernier, Claude Béland... *La Presse* rend hommage à l'infatigable homme de convictions et d'actions qu'est Pierre de Montigny en le nommant la **Personnalité de la semaine**.

Fils d'un garagiste montréalais, Pierre de Montigny passe son enfance dans les paroisses Saint-Denis et Saint-Stanislas où il connaît les joies du scoutisme. « Une école de débrouillardise et d'acquisition de bons principes. Je me souviens de ces camps de trois semaines, loin de nos familles, et même des larmes du départ pour le tout premier ! » Aujourd'hui commissaire-scout honoraire en compagnie d'une brochette de personnalités montréalaises, il fait campagne dans le monde des affaires pour faire revivre une vieille maison de la rue Laval, la maison scout Le Rucher. Hasard extraordinaire, cette maison au toit crevé et au mur arrière en ruine était autrefois la propriété de J.E. Fournier, un grand-oncle de Pierre de Montigny, mieux connu sous le nom de sa compagnie, « Fournier Les Valises ».

Très jeune, Pierre de Montigny doit gagner sa vie. Il entre à la Banque Nationale comme caissier. Il a 19 ans, une douzième année à l'institut Alie, et il gagne 22 \$ par semaine. En 1960, il entre dans une caisse populaire, et passe rapidement de caissier à inspecteur, puis vérificateur. Une promotion qui va lui faire découvrir, en même temps que la Belle Province, les extraordinaires vertus de la coopération.

« J'ai été nommé délégué régional à Mont-Laurier. J'avais 28 ans. C'était un travail de défricheur. Les caisses étaient très souvent situées dans des maisons privées. À l'époque, tous les dirigeants étaient des bénévoles. Il fallait les aider à tenir la comptabilité, leur apprendre à fermer les livres. J'ai très souvent gardé les enfants d'une mère de famille qui tenait la caisse populaire d'une paroisse pendant qu'elle allait faire ses courses. C'est comme ça que j'ai véritablement découvert la coopération. »

En 1972, Pierre de Montigny est nommé délégué régional à Saint-Jérôme. Il se rapproche de Montréal et sera nommé en 1977 directeur communication-marketing de l'Union régionale de Montréal des caisses populaires Desjardins. « J'avais pour mission de positionner les caisses qui, à cette époque, étaient en pleine croissance. Nous avons lancé la publicité « Parlons d'argent ! ». Puis je suis devenu directeur des affaires publiques. »

Ses expériences à Mont-Laurier et à Saint-Jérôme avaient fait découvrir à Pierre de Montigny qu'il avait une grande facilité à communiquer. Il va retourner aux études, aux HEC, en relations publiques et animation. Tout en poursuivant sa carrière dans le mouvement Desjardins, il va aussi participer à une extraordinaire série d'organisations et d'événements aussi marquants que le Forum pour l'emploi, ou encore la consolidation de la Société de promotion Qualité-Québec, dont la mission est de favoriser l'achat chez nous. « Deux initiatives marquantes qui ont largement contribué à maintenir des emplois au Québec », note Pierre de Montigny.

Sur le plan international, Pierre de Montigny a travaillé ardemment aux Entretiens Jacques-Cartier, auxquels participent des leaders d'affaires du Québec et de France, consolidant ainsi les liens économiques, culturels, scientifiques et commerciaux des deux communautés.

Directeur général de la Fondation Desjardins depuis 1996, un organisme financé par les caisses et leurs filiales, qui a accumulé un capital de cinq millions de dollars et distribue pour 500 000 \$ de bourses par année à des élèves et des étudiants comme à de jeunes entrepreneurs, Pierre de Montigny, marié à une ancienne collègue du monde des communications, a trois enfants, tous dans la vingtaine.

Il parle de prendre bientôt sa retraite, mais... « Chaque fois que j'ai laissé quelque chose, je me suis embarqué dans une autre activité ! Je pense que je vais continuer à m'occuper du mouvement scout, et je vais mettre mon expérience au service de mes concitoyens montréalais. Non plus comme représentant de Desjardins, mais comme bénévole anonyme. Ce ne sont pas les causes qui vont manquer, à commencer par l'embellissement de mon quartier, Bordeaux. Ma femme et moi avons déjà obtenu deux prix d'horticulture ! » Une discipline qui peut mener loin.

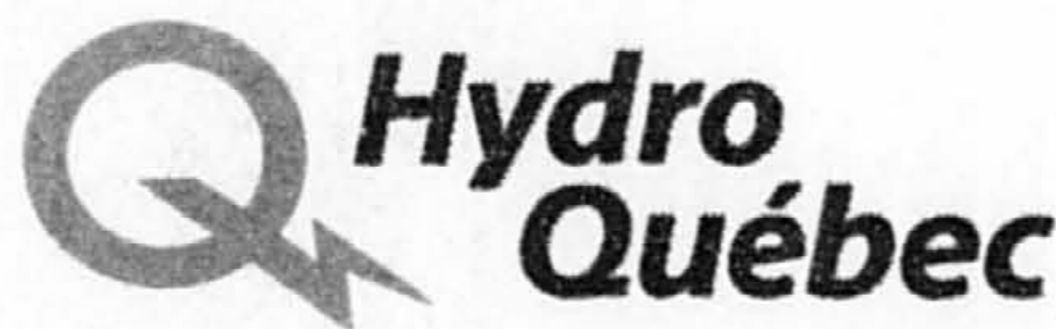
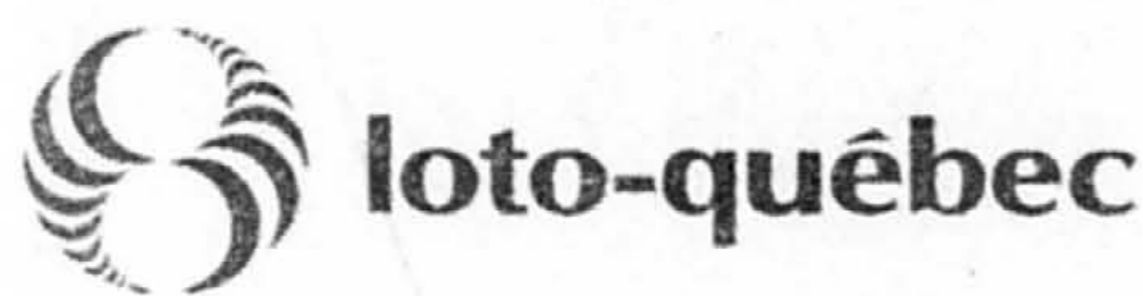
*Chaque fois que j'ai
laissé quelque chose,
je me suis embarqué
dans une autre
activité !*



PHOTO RÉMI LEMÉE, La Presse

« J'ai très souvent gardé les enfants d'une mère de famille qui tenait la caisse populaire d'une paroisse pendant qu'elle allait faire ses courses. C'est comme ça que j'ai véritablement découvert la coopération. »

*Encore plus que du talent, de l'intelligence, même du génie,
l'excellence naît de l'effort.*



Salut
Bonjour

du lundi au vendredi de 6 h à 9 h

Chaque lundi à 8 h 35, découvrez la personnalité **La Presse** de la semaine.

